Agreste Panorama - n° 5 - décembre 2016

Agreste Panorama

Numéro 5 - décembre 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Bilan conjoncturel 2016

Une année marquée par la baisse des récoltes et un début d'amélioration de la conjoncture pour certains secteurs de l'élevage

- Climatologie
- Grandes cultures
- Fruits et légumes
- Vins
- Productions animales
- Intrants
- IAA
- Commerce extérieur

Éditorial

2016, une année marquée par la baisse des récoltes, sous l'effet des intempéries printanières et de la sécheresse estivale, et un début d'amélioration de la conjoncture pour certains secteurs de l'élevage (porcs et lait)

Après un hiver 2015-2016 favorable, dans l'ensemble, au développement des cultures d'hiver mais peu propice à la consommation des légumes de saison, le printemps 2016, froid et très pluvieux suivi d'un été chaud et sec, a impacté les productions végétales, de façon très sévère dans le cas des grandes cultures. Les récoltes (grandes cultures, fourrages, fruits, viticulture) ont été réduites tandis que la production des légumes d'été ainsi que leur consommation ont été décalées dans le temps. Enfin, le début d'automne plutôt sec et chaud n'a pas permis de combler le déficit de production d'herbe.

En 2016, les intempéries et le manque de luminosité en mai et juin, puis la sécheresse en juillet et août ont été particulièrement défavorables aux rendements des grandes cultures en France, tant pour les cultures d'hiver et de printemps que d'été. Pour le blé tendre, il faut remonter aux années 80 pour retrouver des niveaux aussi faibles, notamment dans le Bassin parisien. Les récoltes de céréales, d'oléagineux, de protéagineux, de pommes de terre et de betteraves se sont fortement réduites : - 24 % pour les céréales et - 30 % pour le seul blé tendre. Malgré la faiblesse des récoltes, les cours des céréales françaises demeurent peu élevés, en raison de l'abondance des disponibilités mondiales.

La fraîcheur et les intempéries du printemps 2016 ont pénalisé l'implantation et l'état sanitaire des légumes de plein air ainsi que les phases de floraison et de nouaison des fruits d'été. Cette météo a également freiné la consommation des premiers légumes d'été. Le retour de températures estivales à partir de juillet a toutefois permis de relancer la consommation des légumes d'été et de résorber plus ou moins complètement, mais avec un décalage du calendrier, les déficits de production légumière des mois précédents. Avec des productions plutôt limitées, voire en baisse pour les fruits et certains légumes, et une demande fluctuante mais finalement au rendez-vous pendant l'été, les cours des fruits et des légumes ont plutôt progressé par rapport à 2015 et surtout à la moyenne 2011-2015.

Plusieurs vignobles ont été sévèrement touchés par les accidents climatiques : gel au printemps en Champagne, Bourgogne et Val de Loire, grêle en Charente, Bourgogne-Beaujolais et Languedoc-Roussillon, épisodes de vent conjugués à l'aggravation de la sécheresse sur le pourtour méditerranéen en juillet et en août. Les répercussions au niveau des récoltes ont été très marquées : - 31 % en Val de Loire, - 23 % en Champagne et - 20 % en Bourgogne. Les quelques précipitations tombées à partir de la mi-septembre ont néanmoins été bénéfiques aux vignobles à vendanges tardives, notamment dans le Bordelais. Malgré le repli de sa production viticole, la France se maintiendrait devant l'Espagne, au deuxième rang mondial derrière l'Italie. Pour la campagne 2016-2017, les disponibilités limitées pour les vins pourraient maintenir les prix à un niveau élevé.

Après un début d'année 2016 caractérisé par la poursuite de difficultés marquées dans plusieurs secteurs de l'élevage, des signes d'amélioration sont apparus, à partir de l'été, dans les filières porcines et laitières. Particulièrement dynamique sur les cinq premiers mois de l'année, la collecte mondiale de lait a cessé de progresser, puis a reculé, en particulier dans l'UE à partir de juin 2016. Parallèlement, les échanges mondiaux de beurre et de fromages ont progressé sous l'effet de la hausse des demandes chinoise et américaine. Conjuguées aux moindres disponibilités en matières grasses sur le marché mondial en lien avec la reprise des fabrications de fromages, la baisse de la collecte et la fermeté de la demande ont fortement contribué au redressement des cours à partir de l'été. Le prix de la

matière grasse laitière est en forte hausse tandis que les prix du lait payés aux producteurs cessent de reculer.

Sur les neuf premiers mois de 2016, la production dans les autres secteurs de l'élevage a progressé en volume, à l'exception notable des volailles. Les prix à la production ont reculé pour les bovins et les ovins tandis qu'ils se stabilisaient pour les porcins et les volailles. Dans un contexte de baisse tendancielle de la consommation de viande par les ménages, les cours des bovins ont souffert de l'afflux de vaches laitières de réforme dans les abattoirs, à la suite de la crise laitière ainsi que du manque de dynamisme des exportations perturbées par la fièvre catarrhale ovine. Les abattages d'ovins se sont accrus tandis que les échanges d'ovins vivants se repliaient, notamment avec l'Espagne, principal partenaire de la France avec le Royaume-Uni. Les cours de l'agneau ont été, en moyenne, inférieurs à ceux de 2015, même s'ils se sont redressés à partir de la mi-2016.

Malgré la poursuite de la hausse de la production porcine au premier semestre 2016, les prix du porc se sont maintenus sur les neuf premiers mois de 2016, devenant même supérieurs aux cours 2015 à partir de juin grâce à une demande chinoise toujours dynamique. A partir de mai 2016, l'évolution du coût de l'aliment relativement au prix à la production a été favorable aux éleveurs.

Après la reprise de 2015, le marché français de la volaille a montré des signes de ralentissement en 2016, avec des abattages en repli pour les principales espèces, à l'exception de la dinde. La production 2016 a pâti à la fois du recul de la consommation des ménages, d'une baisse des exportations vers les pays tiers et d'une hausse des importations sous l'effet des perturbations engendrées par l'épizootie aviaire. Dans un contexte de filière très intégrée, les prix à la production sont restés proches de 2015, mais en deçà des cours moyens 2011-2015. S'agissant des œufs, l'abondance de l'offre européenne et la baisse des exportations françaises ont pesé sur les prix à la production des œufs, en fort recul sur un an.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, en lien avec le repli des prix de la plupart des consommations intermédiaires, et en particulier de l'énergie, des aliments pour animaux et des engrais, les prix de l'ensemble des intrants achetés par les exploitants agricoles ont diminué par rapport à 2015 (- 3,5 %), amplifiant même leur baisse de l'année précédente (- 2,9 %). Le recul des prix de l'énergie s'est toutefois atténué sous l'effet de la légère reprise des prix du pétrole au premier semestre 2016. Depuis le début 2016, le coût de l'alimentation animale est orienté à la baisse, se situant sur les neuf premiers mois en deçà des prix 2015. Il répercute, avec retard et dans des proportions moindres, la baisse des cours des matières premières agricoles utilisées en alimentation animale. Sur la même période, malgré des prix en repli, les éleveurs ont réduit leur consommation d'aliments industriels (- 5 %), privilégiant l'utilisation des aliments directement fabriqués à la ferme dans le contexte d'une baisse des cours des céréales et des tourteaux de soja, d'un prix du lait insuffisant pour compenser le coût de l'aliment acheté et d'une diminution des cheptels laitier et porcin. Enfin, les livraisons d'engrais pour les récoltes 2016 ont reculé sous l'effet de la baisse des cours des céréales et de la hausse des prix des phosphates et des potasses.

Sous l'effet du recul des prix des grandes cultures et des productions animales, les prix de l'ensemble des produits agricoles se sont repliés sur les neuf premiers mois de l'année (- 0,8 % par rapport à la même période de 2015).

Sur les neuf premiers mois de 2016, malgré une consommation des ménages en progression, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) a diminué sur un an dans un contexte économique atone. Le repli des exportations et la hausse des importations ont concouru à ce recul. Sur cette période, l'excédent agroalimentaire français s'est fortement dégradé, tant à destination de l'UE que des pays tiers, s'établissant à 4,8 milliards d'euros, en baisse de 30 % sur un an. Pour les seuls produits bruts, la contraction est plus prononcée, en baisse de près des deux tiers par rapport à 2015, en lien notamment avec la baisse des exportations de céréales. Les prix à la production devraient également reculer pour la 3e année consécutive, mais le chiffre d'affaires du secteur des entreprises agroalimentaires resterait stable.

Publication réalisée par le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP)
au Secrétariat général avec la collaboration de
la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE)
Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Sommaire du bilan

Climatologie	**5**	*A. Triquenot, M. Le Turdu*
Grandes cultures	**7**	*O. Satger, T. Champagnol*
Fruits et Légumes	**13**	*S. Bernadet, L. Bernadette*
Vins	**19**	*A. Delort*
Productions animales	**23**	*M. Kuhn-Le Braz, M-A Lapuyade, A. Lavergne, C. Pendaries*
Intrants	**33**	*M. Kuhn-Le Braz, A. Lavergne*
IAA	**37**	*M. Kuhn-Le Braz*
Commerce extérieur	**39**	*T. Champagnol*
Organismes et abréviations	**43**	
Pour en savoir plus	**45**	

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

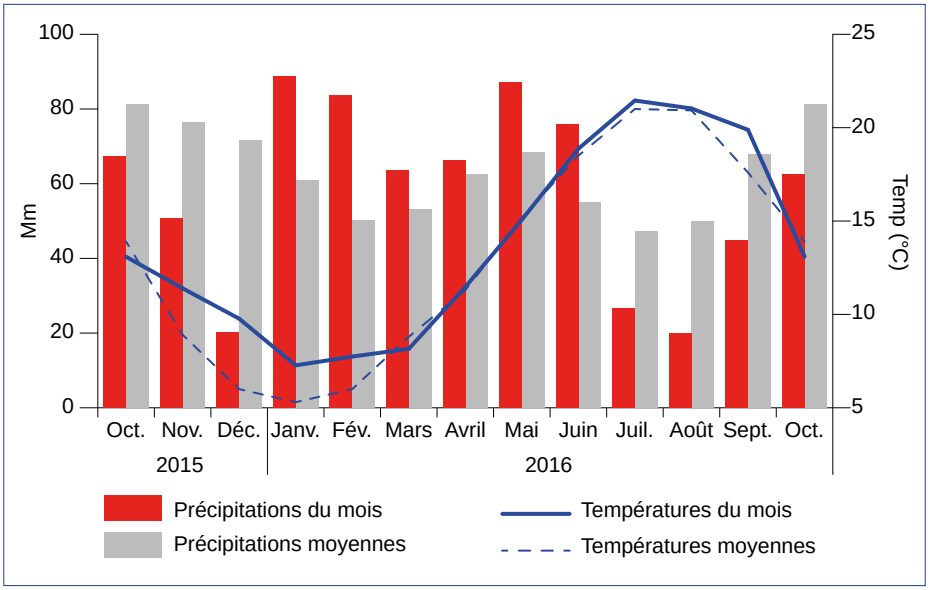
CLIMATOLOGIE

L'hiver 2015-2016, le plus doux depuis 1900, a plutôt été favorable aux cultures d'hiver. Le printemps qui a suivi, nettement plus frais et pluvieux, a en revanche accru la pression sanitaire sur les cultures et impacté, de manière parfois très importante, le développement des grandes cultures, des légumes, des fruits et de la vigne. La production de fourrages et les rendements des cultures d'été ont souffert des températures estivales particulièrement élevées et des déficits de pluie.

Un hiver 2015-2016, exceptionnellement doux, plutôt favorable aux cultures d'hiver mais peu propice à la consommation des légumes

Après un automne 2015 plutôt doux (le 3e mois de novembre le plus chaud depuis 1900), l'hiver 2015-2016, caractérisé par des températures exceptionnellement élevées, a été le plus doux depuis 1900. Les cultures n'ont pas connu de vague de froid ni de véritables conditions hivernales jusqu'à la fin février. Les gelées ont été peu fréquentes en plaine, deux fois moins que les normales saisonnières. L'automne et le début d'hiver ont été particulièrement secs. Les mois de janvier et février ont été plus arrosés. Sur l'ensemble de la période hivernale, les précipitations ont été supérieures de près de 10 % aux normales de saison mais ont été assez contrastées selon les régions : excédentaires sur l'ensemble du territoire, à l'exception du sud de l'Auvergne et de Rhône-Alpes, du Languedoc-Roussillon et de la Provence. La météo de l'automne et de l'hiver a été favorable aux semis ainsi qu'au développement des cultures d'hiver. S'agissant des légumes, la douceur remarquable des températures, à partir de novembre 2015, a favorisé une grande précocité des productions, en particulier du chou-fleur, des salades vertes et du poireau, en même temps qu'elle pénalisait la consommation de ces légumes d'hiver.

Hiver doux, printemps pluvieux



Source : Météo France

Un printemps 2016 frais et très pluvieux, impactant la plupart des productions végétales et plus particulièrement les grandes cultures

Les températures ont été basses durant tout le printemps 2016 avec un net rafraîchissement et de nombreuses gelées tardives fin avril - début mai. Ces températures fraîches ont globalement concerné toutes les régions. Les précipitations sont restées excédentaires tout au long du printemps, mais avec de fortes disparités régionales. La fin du mois de mai a été particulièrement pluvieuse, et de nombreux records de précipitations ont été battus (notamment dans le Centre, l'Île-de-France, la Picardie et la Bourgogne). Seules la Bretagne, la Provence et la Corse ont connu des précipitations inférieures aux normales. Au final, les précipitations printanières ont été excédentaires de plus de 25 % sur l'ensemble du territoire, inscrivant le printemps 2016 parmi les plus arrosés de ces 50 dernières années. À la fin du printemps, l'indice d'humidité des sols était excédentaire dans la plupart des régions à l'exception de la Bretagne, du massif des Pyrénées, du Sud et de la Corse. La pousse d'herbe au printemps a été proche de la production de référence : normale ou excédentaire pour plus de 95 % des régions fourragères.

En mars et en avril, les températures fraîches ont freiné le développement des grandes cultures, alors que la pluviométrie excédentaire favorisait une dégradation de l'état sanitaire des cultures. Toutefois, le potentiel de rendement des cultures d'hiver restait jusque-là préservé. À partir de la mi-mai, la fraîcheur, le manque de luminosité et l'excès d'humidité ont contrarié la croissance des cultures d'hiver et perturbé la levée des semis des cultures de printemps. L'excès de pluie dans plusieurs régions, notamment le Bassin parisien, a favorisé la prolifération des insectes, des maladies (verse) et des champignons. Ces mauvaises conditions météorologiques sont survenues à des stades cruciaux du développement des plantes, notamment pour le blé et les orges. Les pommes de terre ainsi que les betteraves ont également souffert de maladies et de retards de végétation.

La fraîcheur du début de printemps 2016 a été plus favorable à la consommation de légumes d'hiver en relançant la demande pour ces produits traditionnellement plébiscités en hiver. En revanche, elle a stoppé l'avance végétative des cultures. Par la suite, la pluviométrie record enregistrée à la fin du printemps a fortement pénalisé l'implantation et l'état sanitaire des cultures de plein air (plus particulièrement carotte, melon, courgette et fraise), provoquant localement des destructions. Conjointement à un manque d'ensoleillement, ces précipitations ont conduit à un recul important, en début de campagne, de la production des premiers légumes d'été (melons, concombres, laitues, fraises). Globalement, les conditions météorologiques du printemps 2016 n'ont pas été favorables à la consommation des légumes d'été (tomates et fraise par exemple).

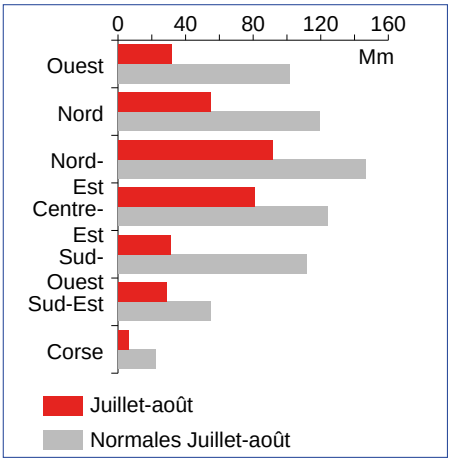
La douceur de l'hiver 2015-2016 suivie d'épisodes orageux et de gel au printemps a fortement affecté la production de plusieurs fruits d'été (abricot, cerise, pêche, poire d'été), entraînant des problèmes de floraison et de nouaison ainsi que des chutes importantes de fruits. Plusieurs bassins viticoles ont également été impactés par les épisodes de gel au printemps (Champagne, Bourgogne et Val de Loire), la grêle (Charente, Bourgogne-Beaujolais et Languedoc-Roussillon) ou le mildiou (Champagne et Val de Loire).

Un été 2016 sec et chaud pénalisant pour les cultures d'été, à l'exception des légumes

Contrastant avec les fraîcheurs printanières, l'été 2016 a débuté avec des températures de saison, et s'est achevé sur un pic de chaleur fin août. Sur l'ensemble de la saison, les températures ont été supérieures aux normales sur la majorité du territoire, à l'exception du Sud-Ouest. Les précipitations ont été très contrastées en juin : très déficitaires dans le Sud-Est et en Corse et jusqu'à plus de deux fois supérieures aux normales dans le Nord-Est. À partir du mois de juillet, la pluviométrie est devenue très déficitaire dans la plupart des régions. Des températures chaudes, cumulées aux faibles précipitations, ont conduit à un assèchement important des sols, à l'exception d'un axe allant de la Côte d'Or aux Ardennes.

La pousse d'herbe a nettement ralenti au cours de l'été, et plus particulièrement à partir du mois d'août. La production réalisée entre le 20 juin et le 20 septembre 2016 a été très inférieure à la pousse de référence pour plus de 80 % des régions fourragères. En septembre, la production cumulée des prairies permanentes a représenté 84 % de la production de référence sur l'ensemble du territoire, à l'exception des pays de la Loire et des Hauts de France.

Une fin d'été particulièrement sèche dans le Sud-Ouest



Source : Météo France

Comme en 2015, les grandes cultures ont été pénalisées par le manque d'eau. Le rendement a baissé en maïs, en particulier pour les parcelles non irriguées. La croissance des pommes de terre, du tournesol et des betteraves a été ralentie fin août, début septembre. La persistance de la sécheresse sur le pourtour méditerranéen a, par ailleurs, bloqué la maturation des raisins.

En revanche, le retour de températures estivales à partir de juillet a permis tout à la fois de relancer la consommation des légumes d'été et de résorber plus ou moins complètement, mais avec un décalage du calendrier, les déficits de production des mois précédents.

Un début d'automne toujours sec et chaud peu propice à un rattrapage de la pousse d'herbe

Dans la continuité d'un été plutôt chaud, les températures automnales sont restées largement au-dessus des normales de saison en septembre.

Elles se sont rafraîchies en octobre, devenant légèrement inférieures aux normales. Les précipitations ont été déficitaires pour le quatrième mois consécutif, particulièrement dans le Sud-Ouest. Au 1er novembre, l'indice d'humidité des sols est négatif sur une large partie du territoire, à l'exception de l'Hérault et du Gard.

Les températures élevées en août et septembre ont favorisé la consommation des fruits d'été (abricot et pêche). En revanche, la sécheresse de la fin de campagne a empêché la reprise automnale de la pousse d'herbe. Au 20 octobre, la production cumulée d'herbe reste partout inférieure à celle de référence sur l'ensemble du territoire, à l'exception des Hauts de France.

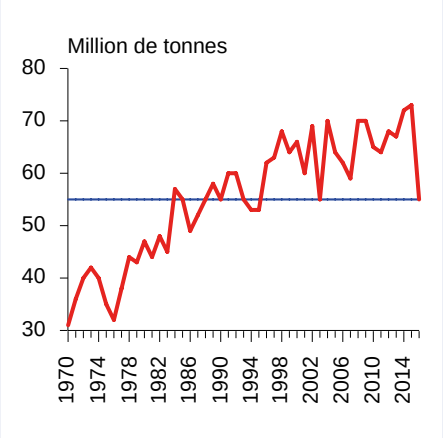
GRANDES CULTURES

En 2016, les céréales, les oléagineux et les protéagineux ont fortement pâti en France des conditions climatiques (intempéries en mai et juin, puis sécheresse en juillet et août) qui ont conduit à des baisses importantes de rendement. Malgré la faiblesse des récoltes en France, les cours des céréales demeurent peu élevés, en raison de l'abondance des disponibilités mondiales.

En 2016, la météo a été particulièrement défavorable aux grandes cultures en France, tant pour les cultures d'hiver et de printemps que d'été. À partir de la mi-mai et début juin, les cultures ont souffert de la fraîcheur, du manque de luminosité et de l'excès d'humidité, qui a favorisé la prolifération des insectes et des maladies, en particulier dans le bassin parisien. Ces mauvaises conditions météorologiques sont survenues lors d'une période charnière pour le développement de certaines cultures d'hiver. Après les intempéries, la France a souffert d'un été sec, pénalisant les cultures d'été pour la deuxième année consécutive. En conséquence, la production de céréales diminuerait de 20 % sur un an, à 54,9 Mt. La récolte française d'oléagineux est également en recul (- 9 % sur un an) à 6,3 Mt.

A l'inverse de la situation française, la récolte mondiale de céréales afficherait un niveau record lors de la campagne 2016-2017, faisant pression sur les prix. Malgré une remontée entre mars et juin 2016, les cours des céréales demeurent peu élevés. Après avoir reculé fin 2015-début 2016, les cours des oléagineux se sont redressés à partir du deuxième trimestre 2016. Ils ont bénéficié de la remontée du prix du pétrole et d'une demande mondiale soutenue. Néanmoins, l'abondance de la récolte de soja limite leur potentiel de hausse.

En 2016, forte baisse de la production française de céréales



Source : Agreste (SAA de 1970 à 2015 - Conjoncture pour 2016)

Blé tendre : faiblesse des rendements et qualité atypique

En 2016, la production française de blé tendre atteindrait 28,1 Mt, soit un recul de 31 % par rapport au record de l'année dernière et de 24 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Lors des périodes critiques de la floraison et du remplissage des grains, le manque de chaleur et de luminosité ainsi que l'excès d'humidité ont fortement réduit le rendement qui s'établirait à 53,8 q/ha, en chute de 32 % par rapport à 2015 et de 27 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Il faut remonter aux débuts des années 80 pour trouver des rendements aussi faibles, notamment dans le Bassin parisien.

Ces conditions climatiques ont entraîné une qualité atypique des blés. Selon l'enquête qualité FranceAgriMer/Arvalis, le taux de protéine est excellent (12,6 % en 2016 contre 11,2 % en moyenne entre 2011 et 2015). De même, l'indice de chute de Hagberg, qui mesure l'aptitude à la panification du blé, est également supérieur à la moyenne 2011-2015. En revanche, les poids spécifiques (PS) sont très bas : 73 kg/hl en moyenne en 2016 contre 77,8 kg/hl sur la période 2011-2015. La faiblesse des PS engendre un renchérissement des coûts de transport et de stockage des grains ainsi qu'une diminution du rendement des grains dans l'industrie de la première transformation, notamment en meunerie. Les meuniers devront donc utiliser plus de blé cette année pour continuer à produire la même quantité de farine que l'an passé. Par ailleurs, un seuil minimal est souvent requis pour le PS parmi les différents critères figurant dans les cahiers des charges des contrats internationaux. En raison de sa faiblesse en France cette année, seuls 20 % des blés se classent dans les catégories premium ou supérieur, catégories les plus élevées de la grille de classement de FranceAgriMer, contre 45 % en moyenne entre 2011-2015. De ce fait, de nombreuses quantités de blés ne pourront trouver des débouchés qu'en alimentation animale.

Selon FranceAgriMer, les stocks de fin de campagne 2016-2017 reviendraient à un niveau habituel après les niveaux très élevés atteints en 2015-2016, notamment liés à la récolte record de 2015. Les exportations devraient fortement reculer, passant de 21 Mt en 2015-2016 à 11,6 Mt lors de la campagne 2016-2017.

Blé dur : chute de la récolte dans le Centre

En 2016, la récolte de blé dur diminuerait de 13 % sur un an pour s'établir à 1,6 Mt, la hausse des surfaces (+ 14 %) compensant en partie la baisse des rendements (- 29 %). Dans le Centre-Val de Loire, le rendement fléchirait de 64 % par rapport à la moyenne 2011-2015. À l'inverse, les rendements seraient supérieurs à la moyenne 2011-2015 dans le Sud de la France. Comme pour le rendement, la qualité est hétérogène : très bonne dans le Sud alors que la majeure partie de la récolte dans le Centre-Val de Loire pourrait être déclassée en alimentation animale.

Orges : de faibles rendements et des problèmes de qualité

En 2016, la récolte d'orge atteindrait 10 Mt, en baisse de 23 % par rapport à 2015 et de 9 % par rapport à la moyenne 2011-2015, pénalisée par une baisse des rendements et des problèmes de qualité. Le rendement des orges d'hiver diminuerait de 17 % par rapport à la moyenne 2011-2015 et celui des orges de printemps de 20 %. La pression parasitaire a été forte cette année, avec notamment la présence de la jaunisse nanisante de l'orge. Comme pour le blé tendre, la faiblesse des PS pourrait pénaliser les exportations. Par ailleurs, de nombreuses orges brassicoles devraient être déclassées en orges fourragères en raison de taux de protéines trop élevés.

Lors de la campagne 2016-2017, les récoltes australiennes et des pays de la Mer Noire s'annoncent abondantes et ces pays pourraient prendre des parts de marchés à la France à l'exportation. Selon FranceAgriMer, les exportations françaises devraient reculer de 9,1 Mt en 2015-2016 à 5,8 Mt en 2016-2017, en lien avec les faibles disponibilités et une importante baisse de la demande chinoise. Les stocks de fin de campagne augmenteraient de 1,3 Mt à 2,2 Mt, malgré la faible récolte.

Maïs : baisse de la production

La récolte de maïs-grain (y compris semences) reculerait de 9 % sur un an et de 20 % par rapport à la moyenne 2011-2015 sous l'effet d'un repli à la fois des surfaces et des rendements. Pour la deuxième année consécutive, le manque de pluie et la chaleur estivale ont contrarié le développement des maïs, en particulier en maïs non irrigué. Le rendement de ce dernier diminuerait de 5 % par rapport à l'année dernière et de 18 % par rapport à la moyenne sur cinq ans. Les exportations et les stocks totaux de maïs baisseraient lors de cette campagne en raison de la diminution de la production. Les cours ne sont, toutefois, pas attendus à la hausse, les disponibilités mondiales étant élevées.

En maïs-fourrage, la production atteindrait 16,3 Mt, en diminution de 5,5 % par rapport à la campagne précédente et de 12 % par rapport à la moyenne 2011-2015 en raison de la faiblesse des rendements (- 14 % par rapport à la moyenne 2011-2015).

Baisse de la récolte d'oléagineux

En 2016, la récolte française d'oléagineux, atteindrait 6,3 Mt, en retrait de 9 % sur un an. A 4,6 Mt, celle de colza afficherait un recul de 13 % sur un an, pénalisée par la baisse des rendements (- 14 % par rapport à 2015 et - 11 % par rapport à la moyenne 2011-2015) due au manque de luminosité, aux maladies ainsi qu'aux attaques d'insectes. Les dégâts ont toutefois été moins importants que pour le blé.

La récolte de tournesol atteindrait 1,2 Mt, en augmentation de 4,6 % par rapport à 2015, année de faible rendement lié à la sécheresse. Si le rendement se redresse, il demeure toutefois faible en 2016, les semis et levées ayant été perturbés par les attaques d'oiseaux et de limaces et la faiblesse des pluies en juillet et en août ayant empêché une croissance optimale de la plante. Par rapport à la moyenne 2011-2015, la récolte de tournesol serait inférieure de 21 %, les surfaces reculant de 16 % et le rendement de 6 %.

Protéagineux : fort recul de la production

La production 2016 de protéagineux diminuerait sur un an de 26 % et de 20 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Les rendements seraient inférieurs de 32 % à la moyenne 2011-2015, durement affectés par les aléas climatiques. La production de pois protéagineux se réduirait de 27 % sur un an, malgré la hausse des surfaces. La récolte de féveroles se replierait de 23 % par rapport à 2015 et de 30 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Le rendement en féveroles avait déjà été faible lors de la campagne précédente sous l'effet de la sécheresse et de la chaleur au début de l'été 2015.

L'abondance des disponibilités mondiales pèse sur les cours en céréales

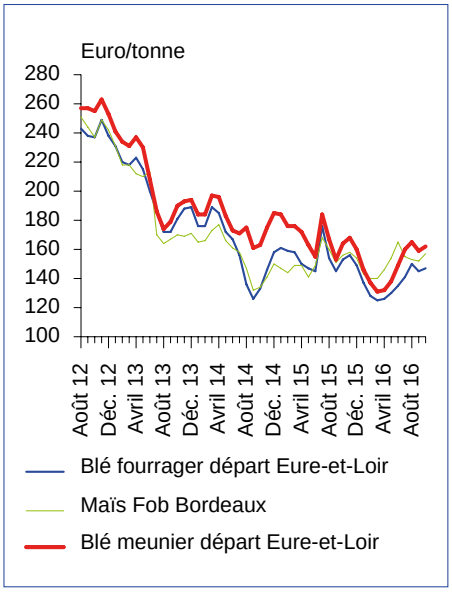
La production mondiale 2016-2017 de céréales atteindrait un record, à 2 077 Mt - selon l'estimation du CIC (Conseil international des céréales) fin octobre. Les stocks mondiaux augmenteraient fortement, atteignant 165 Mt après 149 Mt en 2015-2016. Cette abondance des disponibilités pèse sur les prix et devrait être un facteur limitant la hausse lors des prochains mois.

Lors de la campagne 2015-2016, les cours du blé tendre ont été tirés vers le bas par des stocks mondiaux très importants, en particulier en France après la récolte record de 2015. Le cours du blé tendre meunier a ainsi atteint le plus bas niveau depuis la campagne 2009-2010. En 2015-2016, la tonne de blé tendre meunier départ Eure-et-Loir cotait, en moyenne, 152 euros, contre 171 euros en 2014-2015 et 186 euros en 2013-2014. En fin d'année 2015 et au début 2016, les cours du blé tendre ont fortement chuté en raison, notamment, de la révision à la hausse des stocks mondiaux. À partir d'avril 2016, les cours

ont été soutenus par l'accélération des exportations françaises, puis fin mai-début juin, par les inquiétudes suscitées par les intempéries en France. Néanmoins, sur les quatre premiers mois de la campagne 2016-2017 les cours ont été inférieurs à ceux de l'an passé : le prix du blé tendre départ Eure-et-Loir de qualité meunière cotait en moyenne 162 euros contre 167 euros un an plus tôt.

Les cours du maïs étaient peu élevés au début de l'année 2016. Ils sont ensuite remontés sous l'effet d'une sécheresse au Brésil et de la crainte d'une faible récolte aux États-Unis. Le cours du maïs a ainsi progressé de 18 % en France entre mars et juin. Les inquiétudes quant à la récolte américaine se sont apaisées avec la perspective d'une progression de la production (+ 11 % sur un an), à 383 Mt. Après avoir été moins élevé en début d'année, le maïs est maintenant plus cher en France qu'aux États-Unis (157 euros contre 150 euros en octobre pour le Fob Golfe américain) en raison de la faiblesse de la récolte française qui contraste avec l'abondance de la récolte américaine. Malgré cette prime sur le marché mondial, les cours du maïs français sont en baisse (- 3 %) sur les quatre premiers mois de la campagne 2016-2017 par rapport à la même période de la campagne précédente.

Faiblesse des cours des céréales en 2016



Source : La Dépêche

L'offre mondiale abondante pèse sur les cours du blé dur

Après s'être maintenus à des niveaux élevés depuis juillet 2014, les cours du blé dur ont chuté, tirés à la baisse par l'augmentation des surfaces mondiales et les perspectives de récoltes mondiales élevées pour la campagne 2016-2017. Lors de la campagne 2015-2016 puis de la campagne 2016-2017, les agriculteurs ont semé davantage de blé dur, aussi bien en France qu'ailleurs dans le monde, l'écart de cours entre le blé dur et le blé tendre étant à l'avantage du premier. Il y avait alors un manque de blé dur de qualité au niveau mondial. Selon StatCan, la production canadienne, au 1er rang mondial, devrait augmenter de 36 %, à 7,3 Mt en 2016 contre 5,4 Mt en 2015. La production devrait également s'accroître en Europe, grâce à l'Italie. En octobre, les cours se sont toutefois repris, la récolte canadienne pouvant être affectée par des problèmes de qualité. Entre juillet et octobre 2016, la tonne de blé dur rendu Port la Nouvelle cotait en moyenne 230 € contre 323 € un an plus tôt à la même période.

Les cours des oléagineux mieux orientés que ceux des céréales

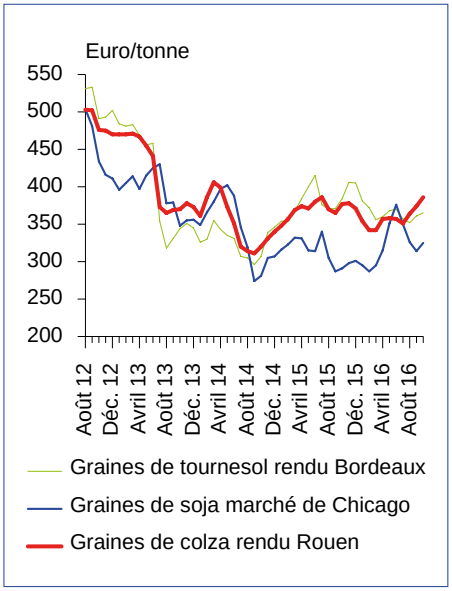
Selon le CIC, la production mondiale de soja devrait atteindre 332 Mt lors de la campagne 2016-2017, contre 315 Mt en en 2015-2016. Cette offre élevée permettra de répondre à une demande toujours dynamique, notamment de la Chine. Les stocks de fin de campagne progresseraient légèrement, à 33,4 Mt, contre 32,7 Mt un an plus tôt. En début d'année, la faiblesse des prix du pétrole et des craintes au sujet de l'économie mondiale avaient dégradé les cours des matières premières, dont le soja. Par la suite, des inquiétudes au sujet des récoltes 2016, liées à la météo en Amérique du Sud et aux États-Unis, ont alimenté une hausse très nette des cours mondiaux du soja de mars à juin. La réalité des récoltes aux États-Unis a démenti ces craintes et corrigé les prix à la baisse, de juillet à septembre. Malgré cela, la tonne de soja à la bourse de Chicago cotait en moyenne 366 dollars entre juillet et octobre 2016 contre 340 dollars un an plus tôt.

Les cours du colza bénéficient d'une réduction de l'offre mondiale

De février à juillet 2016, les cours du colza ont été plus faibles qu'en 2015. Comme les autres oléagineux, ils ont souffert de la baisse du prix du pétrole et des marchés financiers. Néanmoins, depuis mars 2016, les cours du colza semblent plutôt être orientés à la hausse. Pour la campagne 2015-2016, la production mondiale de colza serait inférieure à la consommation, de même pour la campagne 2016-2017. Selon l'USDA, la production mondiale atteindrait 67,8 Mt en 2016-2017 contre 70,2 Mt en 2015-2016. Les stocks mondiaux de colza seraient une nouvelle fois en baisse. De 7,3 Mt en 2014-2015, ils fléchiraient à 5,8 Mt en 2016-2017. Les craintes de baisses de récolte dans l'Union européenne à la suite des intempéries en France se sont concrétisées pendant l'été, contribuant à soutenir les prix. Les problèmes de semis en France dus au temps sec en septembre ont également contribué au maintien des cours. En septembre et en octobre 2016, les cours du colza étaient plus élevés qu'un an auparavant.

Lors des deux dernières campagnes, les cours du tournesol avaient été favorisés par rapport aux autres oléagineux par des récoltes mondiales

En 2016, les cours du colza ont été plus soutenus que ceux du tournesol



Source : La Dépêche

plutôt faibles. Ce ne devrait pas être le cas lors de la campagne 2016-2017. Selon l'USDA, la production mondiale de tournesol augmenterait de 39,5 Mt en 2015-2016 à 43,8 Mt en 2016-2017, notamment grâce à une récolte abondante en Ukraine, premier producteur mondial. La consommation s'accroîtrait également (43,6 Mt contre 40,1 Mt un an plus tôt), et serait inférieure à la production. Cette hausse de la production mondiale a provoqué une détente au niveau des cours. Après avoir coté au delà des 400 euros en moyenne la tonne, en décembre 2015, la graine de tournesol rendu Bordeaux cotait 365 € en octobre 2016. En moyenne entre juillet et en septembre 2016, le tournesol cotait 4,5 % de moins qu'entre juillet et octobre 2015.

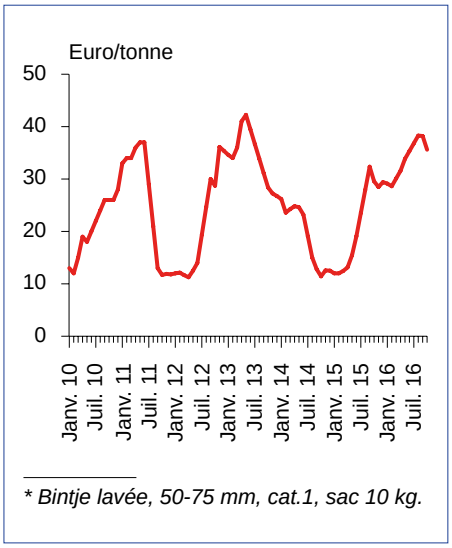
Pommes de terre : le recul de la production soutient les cours

D'après les estimations du SSP au 1er novembre 2016, la production de pommes de terre de conservation et de demi-saison (qui représente plus des ¾ de la production totale de pommes de terre) s'élèverait à un peu moins de 5,2 Mt en 2016. Elle reculerait ainsi de 3,5 % par rapport à la production de 2015 et de 3,1 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Malgré des surfaces en hausse, les pommes de terre ont souffert du mildiou, du fait d'un excès d'eau au printemps et de conditions climatiques très sèches en août, défavorables à la croissance des plantes. Enfin, en septembre et octobre, la sécheresse persistante dans la plupart des régions de production a perturbé l'arrachage des pommes de terre. En conséquence, les rendements diminueraient de 6,9 % par rapport à 2015 et de 10,1 % par rapport à la moyenne 2011-2015. La récolte de pomme de terre de féculerie progresserait, quant à elle, de 10,4 % sur un an, sur fond de hausse des surfaces et des rendements.

D'après l'estimation provisoire du groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen (NEPG) réalisée en septembre 2016, la récolte des principaux producteurs d'Europe de l'Ouest (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique) diminuerait d'au moins 1,6 % par rapport à 2015 et de 2,2 % par rapport à la moyenne 2011-2015, les faibles rendements constatés ayant plus que contrebalancé l'augmentation des emblavements. Seule l'Allemagne pourrait afficher une production en progression par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cependant, en raison des récoltes tardives dans les cinq pays susnommés, le NEPG souligne les nombreuses incertitudes qui pèsent, début novembre, sur le niveau de la production 2016 : avec une hétérogénéité des rendements et des problèmes de qualité (noircissement, crevasses), elle pourrait être encore plus faible qu'annoncé en septembre.

Après une campagne 2015-2016 marquée par une baisse des rendements et de la production à l'origine d'un bond des prix dès mai 2015, la campagne 2016-2017 devrait, là encore, se signaler par des prix élevés. En effet, les prix de la pomme de terre ont progressé significativement dès le printemps, dans un contexte d'intempéries. Pendant l'été, ils sont restés fermes en raison cette fois de conditions climatiques sèches, avant d'être soutenus par des prévisions de production et de rendements en retrait ainsi que par des problèmes de récolte. Depuis peu, l'offre disponible a pesé sur les prix, engendrant une baisse des cours.

Avec une récolte 2016 en repli, les cours de la pomme de terre devraient continuer de se redresser



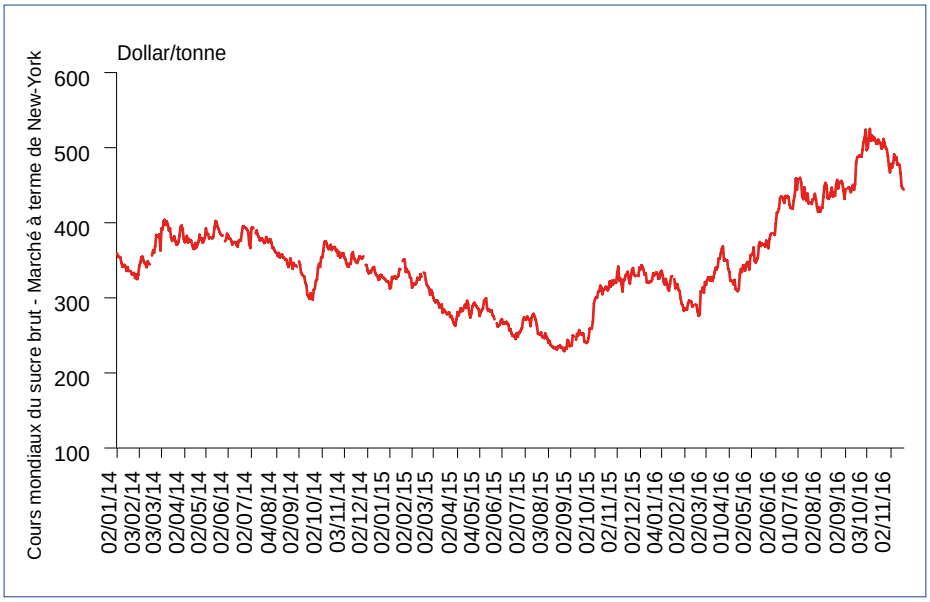
** Bintje lavée, 50-75 mm, cat.1, sac 10 kg.*

Source : FranceAgriMer, RNM

Sucre : en 2016-2017, dernière campagne avec quotas, les prix du sucre et de la betterave devraient se redresser

En 2016, les surfaces betteravières semées (400 000 ha dont 366 600 ha destinés à la production de sucre) ont augmenté par rapport à 2015, aussi bien au niveau français (+ 4 %) que communautaire (+ 8 %). Cette progression des surfaces en France et dans l'UE résulte à la fois de la forte diminution du volume de sucre hors-quota reporté de la campagne 2015-2016

Forte progression des cours mondiaux du sucre depuis le début 2016



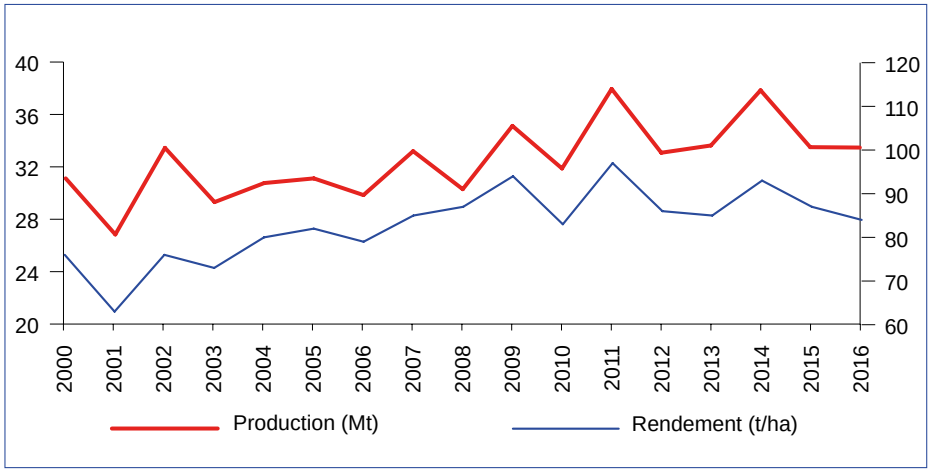
Source : FranceAgriMer

sur la campagne 2016-2017 (0,9 Mt contre 2,7 Mt un an auparavant) et de la prochaine disparition des quotas le 1er octobre 2017.

En France, si les semis se sont globalement déroulés dans de bonnes conditions, les précipitations soutenues, voire les inondations (Loiret, Loir-et-Cher et Yonne) à la fin du printemps, les faibles températures et le manque d'ensoleillement ont été largement défavorables à la croissance des betteraves. Par la suite, le début de l'été a permis d'améliorer l'état sanitaire des cultures et le potentiel de rendement, avant que la sécheresse en août ne pèse à son tour sur les rendements. Ces derniers, estimés à 83,7 t/ha, reculeraient de 3,8 % par rapport à la campagne 2015 (87 t/ha) et de 6,8 % par rapport à la moyenne 2011-2015. La hausse des surfaces compensant le recul des rendements, la récolte betteravière 2016 s'élèverait à 33,5 Mt, soit autant qu'en 2015, mais en baisse de 5 % par rapport à la moyenne 2011-2015.

La production française de sucre en 2016 devrait donc être comparable à celle de 2015, soit 4,5 Mt de sucre de betteraves auxquelles il faut ajouter 0,25 Mt de sucre de canne produit dans les DOM. Au niveau européen, la production de sucre (y compris les sirops destinés à la fabrication d'éthanol) pour la campagne 2016-2017 progresserait à 16,7 Mt (contre 14,9 Mt en 2015-2016). Malgré la hausse de la production, les disponibilités totales de sucre lors de la campagne 2016-2017 pourraient être inférieures à celles de 2015-2016, en raison du recul des stocks de sucre du quota (- 0,6 Mt) et de la baisse du report du sucre hors-quota (report de 2,6 Mt de 2014-2015 sur 2015-2016 ; report de 0,9 Mt de 2015-2016 sur 2016-2017).

Stabilité de la récolte de betterave en 2016



Source : Agreste (SAA de 2000 à 2015 - Conjoncture pour 2016)

La campagne 2016-2017 sera celle où l'on distinguera encore (et pour la dernière fois) le marché du sucre du quota de celui hors-quota. Pour le premier, traditionnellement, la production correspond au quota qui est quasiment toujours réalisé. L'équilibre du marché du quota dépend donc essentiellement du stock d'entrée, du volume des importations et de la demande. Or, le bilan 2016-2017 du quota devrait être plus tendu que lors de la campagne 2015-2016, compte-tenu de la faiblesse des stocks de fin de la campagne 2015-2016 et des incertitudes quant au niveau des importations, en premier lieu en provenance des pays ACP-PMA (pays d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et du Pacifique - pays les moins avancés). Cet allègement du bilan sucrier 2016-2017 (après celui de 2015-2016), se traduisant par une disparition de tout ou partie de l'excédent du sucre du quota, devrait conduire à un redressement significatif des prix du sucre (qui étaient tombés à leur plus bas niveau en 2015-2016) et de la betterave au cours de la campagne.

Le prix du sucre industriel (sucre hors quota destiné aux utilisations non alimentaires) est, quant à lui, étroitement corrélé aux cours mondiaux du sucre. Sur la troisième semaine d'octobre, le prix « spot » du sucre brut à New York a progressé de 60 % sur un an. Cette évolution a été soutenue par un bilan mondial déficitaire lié à la baisse de la production en Chine et à de mauvaises perspectives en Inde et en Thaïlande, respectivement second et quatrième producteurs mondiaux de sucre, que la récolte record attendue au Brésil ne parvient pas à compenser.

FRUITS ET LÉGUMES

En 2016, dans le contexte d'une offre limitée, voire en baisse, pour les fruits et certains légumes, conséquence d'une météo printanière défavorable, et d'une demande erratique mais enfin au rendez-vous pendant l'été, les cours des fruits et des légumes ont plutôt progressé par rapport à 2015 et surtout à la moyenne 2011-2015. Cette bonne tenue des prix a contribué à la stabilité ou la hausse du chiffre d'affaires de la plupart d'entre eux, à l'exception de la courgette, du chou-fleur et, pour les fruits, de l'abricot et de la pomme. Seule la fraise a été pénalisée à la fois par une baisse à la fois des prix et de la production qui s'est traduite par un repli de son chiffre d'affaires.

Après une météo hivernale douce, favorable à la précocité des légumes d'hiver mais peu stimulante pour leur consommation, la fraîcheur et les intempéries du printemps 2016 ont pénalisé l'implantation et l'état sanitaire des cultures de plein air (carotte, melon, courgette et fraise) ainsi que la production des fruits d'été (abricot, cerise, pêche, poire d'été) à la suite de problèmes de floraison/nouaison et de chutes de fruits. La météo au printemps a également freiné la consommation des premiers légumes d'été. À partir de juillet, le retour de températures estivales a permis tout à fois de relancer la consommation des légumes d'été et de résorber plus ou moins complètement, mais avec un décalage du calendrier, les déficits de production légumière des mois précédents.

Les surfaces développées en fruits et légumes ont, dans l'ensemble, plutôt reculé ou stagné par rapport à 2015. Seules les superficies de concombre ont sensiblement progressé sur un an et par rapport à la moyenne 2011-2015.

En 2016, la hausse des prix, à la suite des baisses de production, n'a pas toujours été suffisante pour permettre une hausse du chiffre d'affaires

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires *		Indice de prix *		Indice de production *		Indice de surface *	
		Écart en % à 2015 ou à 2015/2016	Écart en % à la moyenne quinquennale 2011-2015 ou 2011/12-2015/16	Écart en % à 2015 ou à 2015/2016	Écart en % à la moyenne quinquennale 2011-2015 ou 2011/12-2015/16	Écart en % à 2015 ou à 2015-2016	Écart en % à la moyenne quinquennale 2011-2015 ou 2011/12-2015/16	Écart en % à 2015 ou à 2015-2016	Écart en % à la moyenne quinquennale 2011-2015 ou 2011/12-2015/16
Fruits									
Cerise	mai-juil. 2016	+ 7,7	+ 19,6	+ 33,8	+ 37,0	- 16,0	- 11,0	+ 0,4	- 3,1
Pêche	juin-sept. 2016	- 0,2	- 3,8	+ 4,5	+ 11,4	- 4,6	- 14,4	- 4,4	- 12,6
Abricot	juin-août 2016	- 22,4	- 15,3	+ 10,7	+ 17,8	- 29,9	- 28,9	+ 0,9	- 3,0
Fraise	mars-sept. 2016	- 2,3	+ 3,2	- 0,6	+ 2,7	- 1,8	+ 0,5	- 2,3	+ 5,5
Pomme	août 2016 - juin 2017	- 4,0	+ 2,4	+ 3,5	+ 7,8	- 7,3	- 5,9	- 0,5	- 4,2
Poire	juil. 2016 - avril 2017	+ 5,2	+ 5,5	+ 14,2	+ 12,3	- 7,9	- 7,0	- 1,7	- 3,4
Légumes									
Tomate en frais	fév.-déc. 2016	+ 2,9	+ 14,7	- 1,5	+ 6,1	+ 4,4	+ 8,1	- 0,3	- 3,9
Concombre	janv.-oct. 2016	+ 1,6	+ 15,7	+ 2,1	+ 13,5	- 0,5	+ 2,0	+ 2,7	+ 1,1
Courgette	avril-oct. 2016	- 2,0	- 0,3	+ 0,1	+ 2,1	- 2,1	- 2,6	+ 0,1	- 3,4
Melon	mai-sept. 2016	+ 3,3	- 2,5	+ 14,3	+ 0,2	- 9,6	- 3,3	- 2,2	- 6,6
Laitue	mai 2016 - avr.2017	+ 3,7	+ 13,3	+ 20,4	+ 20,4	- 13,8	- 6,0	+ 0,3	- 5,1
Carotte en frais	mai 2016 - avr.2017	+ 2,0	- 4,7	- 5,8	- 6,6	+ 8,4	+ 2,3	- 0,8	- 4,4
Poireau	mai 2016 - avr.2017	+ 13,2	+ 27,7	+ 8,1	+ 25,2	+ 4,3	+ 2,1	- 3,6	- 6,1
Chou-fleur	juin 2016 - mai 2017	- 35,5	- 18,0	+ 11,1	+ 27,5	- 41,7	- 35,8	+ 0,1	- 6,7
Endive chicon	sept. 2016-mai 2017	+ 0,8	+ 20,0	- 2,1	+ 20,9	+ 3,4	0,0		

Champ : France métropolitaine

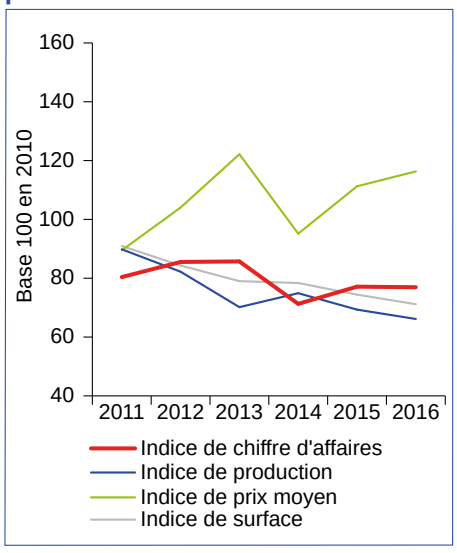
** La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à octobre 2016.*

Source : Agreste

Pêche : baisse de la production et quasi-stabilité du chiffre d'affaires

En 2016, la production de pêche (206 000 tonnes) a une nouvelle fois reculé (- 5 % par rapport à 2015), essentiellement en raison d'épisodes de grêle en vallée du Rhône (- 20 % sur un an) et d'une baisse des surfaces au niveau national (- 4 % sur un an). Dans l'Union européenne, la production s'est également repliée sur un an (- 6 %), notamment en Espagne et en Italie à la suite de conditions climatiques défavorables. Après un début de campagne peu actif en juin, généré par des conditions climatiques fraîches défavorables à la consommation du fruit, le marché s'est animé à partir de juillet, porté par un climat plus chaud. Les cours sont restés soutenus malgré des importations en hausse de 30 % en volume, en août et septembre, comparés à la moyenne des cinq dernières années. Les prix à l'importation ont été supérieurs de 21 % aux cours moyens 2011-2015. Malgré une hausse des prix (+ 5 %), le chiffre d'affaires est quasiment resté stable sur un an, dans un contexte de recul de la production.

En 2016, le chiffre d'affaires de la pêche est resté stable



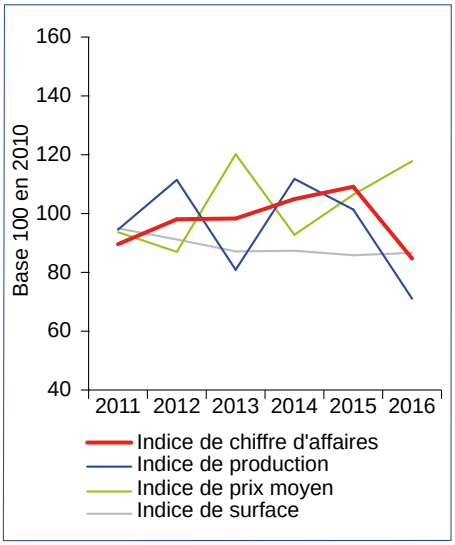
Source : Agreste

Abricot : chute de la production d'abricot non compensée par une hausse des prix

En 2016, malgré la légère hausse des superficies (+ 1 %), la production d'abricots (112 000 tonnes) a fortement décroché (- 30 % par rapport à 2015), pénalisée par des aléas climatiques particulièrement défavorables. Les vergers de la vallée du Rhône ont été touchés par le gel sur les fleurs et la grêle au printemps. En PACA, le manque de froid durant l'hiver et les épisodes orageux du printemps (vent, pluies, grêle et gel) ont entraîné des chutes de fruits.

Conséquence de la très faible récolte, les volumes exportés d'abricots ont baissé de 20 % par rapport à 2015. Les quantités importées ont, à l'opposé, augmenté de 6 %, particulièrement en août où elles ont même doublé par rapport à 2015. Dans l'Union européenne, la production 2016 serait également déficitaire (- 9 % sur un an et - 14 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes), à la suite des forts reculs relevés en Italie. La hausse des prix sur un an (+ 11 % sur un an) n'est pas parvenue à compenser la chute de la production et le chiffre d'affaires de l'abricot a chuté sur un an (- 22 %) et par rapport à la moyenne 2011-2015 (- 15 %).

En 2016, la hausse des prix de l'abricot n'est pas parvenue à compenser la chute de la production

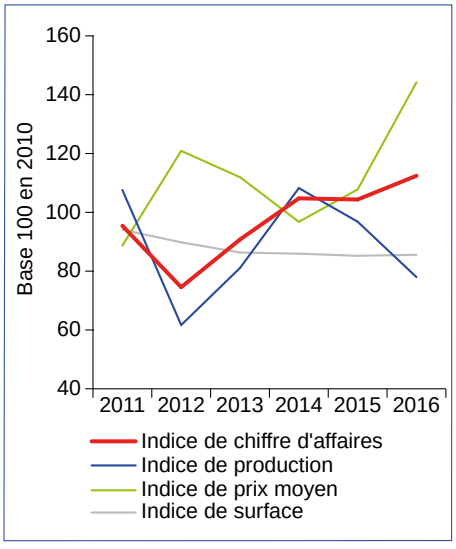


Source : Agreste

Cerise : le recul de la production sous l'effet des intempéries printanières a tiré les prix à la hausse

En 2016, la production de cerises s'est élevée à 35 000 tonnes, en baisse de 16 % sur un an et de 11 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Alors que les surfaces sont demeurées stables, ce recul prononcé résulte de la conjonction de plusieurs facteurs : floraison/nouaison déficientes, chutes de fruits à la suite de fortes précipitations, grêle et vent en mai et juin enfin dégâts de la mouche drosophile pour les cerises les plus tardives. Parallèlement à cette faible récolte, les exportations ont chuté (- 48 % sur un an). Malgré le repli de la production, le chiffre d'affaires national de la campagne de la cerise enregistre une hausse pour la troisième année consécutive, (+ 8 % sur un an et + 20 % comparés à la moyenne 2011-2015), grâce à des cours très supérieurs à ceux de 2015 (+ 34 %). Néanmoins, cette évolution globale du chiffre d'affaires cache, au sein des territoires, notamment en vallée du Rhône, des situations assez contrastées.

Le chiffre d'affaires de la cerise a progressé grâce à des cours très soutenus



Source : Agreste

Fraise : une production et des prix en baisse ont contribué au repli du chiffre d'affaires

La récolte de fraises de la campagne 2016 (mars-septembre) a reculé de 2 % par rapport à 2015, stable, toutefois, par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Le manque de lumière ainsi que la pluviométrie importante jusqu'en juin ont fortement pénalisé les récoltes. Les précipitations record de juin ont localement empêché la récolte des fraises ou compromis sa commercialisation. Par la suite, l'amélioration des conditions climatiques a permis un rebond des récoltes sur un an, sans pour autant compenser les pertes accumulées depuis le début de la campagne.

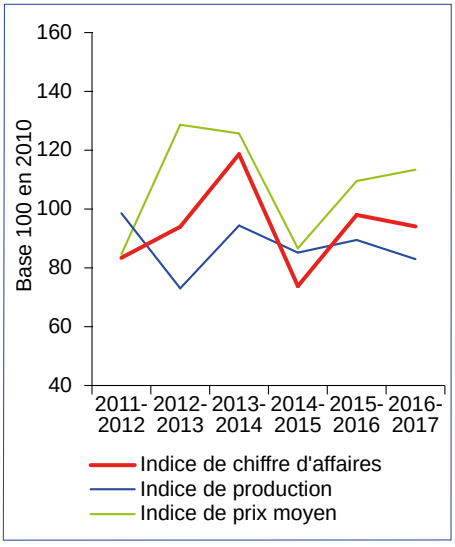
Les cours de la fraise à la production ont débuté la campagne 2016 en deçà des niveaux de la campagne précédente et de la moyenne des prix des cinq dernières campagnes. La météo maussade du printemps a largement participé à la baisse des cours, en détournant les consommateurs de ce produit dont la consommation est très sensible à la météo. Les prix se sont améliorés en fin de campagne (juillet), permettant de limiter la baisse des prix à moins de 1 %. Avec des récoltes et des prix en repli sur un an, le chiffre d'affaires de la fraise sur l'ensemble de la campagne a reculé de 2 % sur un an.

Pommes - poires : des productions en baisse mais une hausse soutenue des prix pour la poire en début de campagne

Selon les estimations au 1er novembre, les productions 2016 pour les pommes et poires reculeraient respectivement de 7 et 8 % par rapport à 2015, sur fond de superficies en léger recul. La récolte de pommes s'établirait à 1,48 Mt, particulièrement pénalisée en variétés Granny et Golden, respectivement en baisse de 17 % et de 9 % par rapport à la campagne 2015. Les régions de l'Ouest ont été nettement impactées par la météo printanière : Pays de Loire et Aquitaine (floraison défectueuse), Limousin (production réduite après la forte production de la campagne précédente) et Centre (gelée destructrice). La sécheresse exceptionnelle de la fin d'été a, en outre, accentué la baisse de la production. Au niveau européen, la production de pommes diminuerait de 3 % sur un an, notamment les principales variétés cultivées en France (Golden et Gala) (respectivement - 7 % et - 4 %). Les poires d'été (74 500 tonnes en 2016) ont, elles aussi, été touchées par des intempéries, tant à la floraison qu'à la nouaison, en Provence et Languedoc, notamment les variétés Guyot et Williams en recul de respectivement - 16 % et - 6 % sur un an. La production européenne de poires serait, elle également en baisse, comparée à la récolte 2015 (- 9 %), particulièrement les principales variétés cultivées en France : Guyot (- 21 %), Williams (- 11 %), Doyenne du Comice (- 12 %) et Conférence (- 5 %).

Sur les trois premiers mois de la campagne 2016, les cours de la pomme ont été supérieurs de 4 % à ceux de 2015. Après un début de campagne peu actif en raison de la concurrence des fruits d'été dont la consommation a été stimulée par des températures élevées, le marché intérieur s'est animé en octobre, avec des températures retrouvant les normales de saison. Sur les deux premiers mois (août- septembre) de la campagne 2016-2017, les exportations ont reculé de 14 % sur un an (- 6 % par rapport à la moyenne 2011-2015).

Pomme : en début de campagne, l'augmentation des prix ne suffit pas pour l'instant à compenser le recul de la production



Source : Agreste

Cette baisse a affecté les ventes à destination de l'Union européenne (- 9 %) comme celles vers les pays tiers (- 22 %) et pourrait s'expliquer par le retard de récolte par rapport à la campagne précédente, estimé à environ 15 jours. Les stocks français de pommes fin septembre, inférieurs de 33 % à ceux de 2015 à la même période, témoignent de ce décalage.

Les cours des poires (+ 14 % sur un an) ont été tirés par ceux des poires d'été, particulièrement soutenus (+ 20 % comparés à la moyenne 2011-2015) en raison d'une offre déficitaire. Malgré une concurrence exacerbée de la part des Pays-Bas et de la Belgique, les cours des poires d'automne ont également été soutenus (+ 8 % par rapport à la moyenne sur cinq ans). Sur les trois premiers mois de campagne (juillet à septembre), les volumes de poires exportés ont reculé de 53 %, reflet de la chute de la production des poires d'été. Malgré des prix en hausse pour la pomme, le chiffre d'affaires cumulé depuis le début de la campagne s'est toutefois replié (- 4 % sur un an) tout en se maintenant au-dessus de la moyenne 2011-2015 (+ 1 %). Pour la poire, le chiffre d'affaires est pour la seconde année consécutive en progression (+ 5 % sur un an) grâce à des prix fermes.

Tomate : un chiffre d'affaires bien orienté soutenu par une production dynamique

Selon les estimations au 1er novembre, la production de tomates, estimée à 620 500 tonnes, augmenterait lors de la campagne 2016 (février à décembre), en hausse de 4,5 % par rapport à 2015 et de 7 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Cette hausse sur un an s'observe pour chacun des mois de la campagne, à l'exception du mois de juillet, pénalisé par la météo désastreuse du printemps. La baisse des prix à la production très marquée jusqu'en juin par rapport à 2015 et à la moyenne 2011-2015 (respectivement - 23 % et - 19 %) s'est interrompue en juillet (pic de production), grâce au dynamisme de la demande, favorisée par la météo. Cette reprise s'est prolongée en août avant que les prix ne se replient, de nouveau, à partir de

septembre. En moyenne, les cours ont reculé de 1,5 % sur un an. Malgré cette baisse, le chiffre d'affaires a progressé de 3 % sur un an et de 15 % par rapport à la moyenne 2011-2015 grâce à la croissance de la production.

Concombre : progression du chiffre d'affaires malgré un léger repli de la production

La production de concombre de la campagne 2016 (janvier-octobre), estimée à 125 000 tonnes, a légèrement reculé sur un an (- 0,5 %), le potentiel de production lié à la hausse des surfaces (+ 2 %) ayant été compromis par les conditions météorologiques très défavorables à la fin du printemps. Les récoltes ont toutefois progressé par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Après un début de campagne marqué par un net retrait sur un an et par rapport à la moyenne 2011-2015, les cours du concombre se sont redressés à partir de mai, la commercialisation du concombre ayant bénéficié d'une conjoncture favorable grâce au réchauffement des températures et à une demande dynamique. Avec une production en léger repli mais des prix à la production en hausse sur an (+ 2 %), le chiffre d'affaires a progressé en 2016 (+ 2 %).

Melon : la fermeté des cours a compensé le recul marqué des récoltes

Dans un contexte de baisse des surfaces développées, les récoltes de melon estimées à 242 000 tonnes pour la campagne 2016 (mai–septembre) ont accusé une forte baisse (- 10 % sur un an), pénalisées par les conditions météorologiques désastreuses au printemps, à l'origine d'un retard de développement des plants. Après une année 2015 marquée par des prix à la production très bas, les cours du melon ont nettement progressé sur un an en juin, puis juillet 2016 (respectivement + 23 et + 39 %), à des niveaux proches des moyennes 2011-2015. À partir d'août, avec l'arrivée du pic de production et malgré une demande bien présente, encouragée par le temps estival de la fin de campagne, les prix se sont repliés, la demande ne parvenant pas à absorber la totalité de l'offre. En septembre, la campagne s'est achevée avec des prix en repli de 18 % par rapport à septembre 2015. En moyenne, de mai à septembre 2016, les prix à la production du melon ont enregistré une hausse de 14 % par rapport à la même période de 2015. Cette fermeté des prix a permis de compenser le recul de la production et le chiffre d'affaires s'est ainsi accru de 3 % sur un an.

Courgette : le chiffre d'affaires de la courgette s'est replié avec la baisse des volumes destinés au marché du frais

Lors de la campagne 2016 (avril-octobre), les superficies en courgette sont restées quasiment stables, selon les dernières estimations, après avoir été annoncées en forte baisse en début de campagne, notamment dans le sud-est de la France. La production destinée au marché du frais a fléchi en 2016 par rapport à celle de 2015 (- 2 %) et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 3 %). La dégradation des conditions météorologiques en mai et juin (ensoleillement limité et pluviométrie importante) a entraîné un repli des volumes récoltés en juillet sur un an, décalant le pic de production du mois de juillet à août. Les prix, très fermes en début de campagne ont fini par se tasser se stabilisant au final sur les sept premiers mois de la campagne 2016 par rapport à 2015. Impacté par la baisse des volumes récoltés, le chiffre d'affaires a reculé de 2 % en 2016.

Laitue : le chiffre d'affaires a progressé grâce à l'envolée des cours

Au cours de la campagne 2015-2016 (mai 2015-avril 2016), le chiffre d'affaires de la laitue a augmenté de 2 % sur un an, grâce à la hausse de la production (+ 17 % sur un an), favorisée par la douceur des températures, les cours s'étant, quant à eux, très fortement repliés sur un an (- 13 %) et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 10 %). Lors de la campagne 2016-2017, la production estivale (mai à septembre 2016) de laitue, estimée à 260 000 tonnes a diminué de 14 % sur un an et de 5 % par rapport à la moyenne 2011-2015, en raison des dégradations localisées provoquées par la pluviométrie excédentaire de juin. La commercialisation a démarré à des prix en forte hausse par rapport à 2015-2016 et à la moyenne des cinq dernières campagnes. De mai à juillet, les prix de la laitue ont ainsi progressé de 25 % sur un an et de 24 % par rapport à la moyenne 2011-2015. La campagne estivale s'est achevée, en revanche, en septembre, avec des prix en baisse par rapport à l'an passé, repli qui perdure à l'automne, sous l'effet de la montée en puissance de l'offre. Sur l'ensemble de la période de mai à octobre 2016, les prix à la production des laitues d'été ont néanmoins fortement augmenté (+ 20 % sur un an). Avec des prix en hausse et une production en baisse, le chiffre d'affaires cumulé des laitues d'été, a augmenté de 4 % sur un an.

Chou-fleur : la hausse des cours du chou-fleur ne compense pas le recul marqué de la production

La campagne de production du chou-fleur démarre véritablement à l'automne et se prolonge jusqu'au printemps de l'année suivante. La production des premiers mois de l'année 2016 (rattachée à la campagne 2015-2016) a subi le contrecoup d'un hiver particulièrement doux, qui a fortement avancé le calendrier de production et ainsi réduit la production des premiers mois de l'année 2016. La réduction de l'offre jointe à une consommation relancée par la baisse des températures a tiré les prix très nettement à la hausse sur cette même période.

Sur la première moitié de la campagne 2016-2017 (juin-mai), la production du chou-fleur, estimée à 236 000 tonnes, diminuerait sur un an (- 42 %) favorisant le maintien des cours à la hausse, à l'exception d'un repli en septembre. Malgré le niveau élevé des prix, le chiffre d'affaires cumulé de juin à octobre accuse une baisse de 36 %.

Carotte : la croissance des récoltes de carottes compense le repli des cours

Les fortes précipitations sur les quatre premiers mois de 2016 ont pénalisé les dernières récoltes de la campagne 2015-2016 (mai-avril), générant des écarts de tri importants et limitant au final à 4 % la hausse de la récolte pour l'ensemble de la campagne. En début d'année 2016, les prix à la production, qui avaient progressé sur un an lors des mois précédents, ont retrouvé des niveaux plus habituels.

Au début de la nouvelle campagne 2016-2017, les arrachages de carottes primeur ont été un peu en retrait sur un an par rapport à la campagne précédente mais les perspectives se sont améliorées depuis octobre pour la récolte d'hiver. Sur l'ensemble de la campagne, la production, estimée à 345 000 tonnes progresserait de 8 %. Depuis le début de la campagne, les cours ont suivi une tendance baissière (- 6 % sur les six premiers mois), entretenue par l'atonie de la demande. Le chiffre d'affaires s'est néanmoins accru de 3 % sur les six premiers mois de la campagne, grâce à la hausse de la production sur la période.

Poireau : le chiffre d'affaires du poireau est soutenu par la progression des cours

La campagne de production du poireau, légume d'hiver, démarre véritablement à l'automne et se poursuit jusqu'au printemps de l'année suivante. Sur les premiers mois de l'année 2016, les récoltes de poireaux (rattachées à la campagne 2015-2016), ont marqué un recul par rapport à la campagne précédente. La douceur de la météo n'ayant pas favorisé la demande, les cours du poireau ont été stables sur un an.

Au 1er trimestre de la campagne 2016-2017 (mai-juillet), les arrachages de poireaux primeurs ont été légèrement supérieurs à ceux de la campagne précédente. La production totale de la campagne, estimée à 160 000 tonnes, serait, en revanche, en recul (- 4 %) en lien avec la diminution des surfaces qui prévaut depuis plusieurs années. Les cours ont été bien orientés dès le début de campagne, à la faveur d'une demande entretenue par des températures peu élevées, et sont restés dynamiques jusqu'en août, avant la baisse saisonnière des prix en septembre. Le chiffre d'affaires cumulé depuis le début de la campagne a augmenté de 13 %, soutenu par la progression des cours (+ 8 %).

Endive : desservi par des prix bas en début d'année 2016, le chiffre d'affaires de l'endive progresse peu

La campagne de production d'endives débute en septembre et se prolonge jusqu'en juillet de l'année suivante, mais la production chute à compter du mois de mai. Sur le premier semestre de l'année 2016, les récoltes de chicons d'endives ont progressé, à l'image de l'ensemble de la campagne 2015-2016 (+ 7 %). Sur les premiers mois de l'année 2016, les cours de l'endive ont été inférieurs à 2015, en raison de la concurrence des salades en abondance sur les étals, à la suite d'un hiver doux. Ils se sont ensuite redressés, l'offre se raréfiant à l'approche de l'été.

Sur les premiers mois de la campagne 2016-2017 (à compter de septembre), la production de chicons d'endives (178 000 tonnes) a continué de croître (+ 3 % prévus sur l'ensemble de la campagne), malgré une moindre production de racines. Après avoir débuté à des niveaux peu élevés en raison d'une offre trop abondante par rapport à une demande rendue atone par la persistance d'un temps estival jusqu'à fin septembre, les prix de l'endive se sont envolés en octobre. Fin octobre 2016, le chiffre d'affaires progresse très légèrement sur un an (+ 1 %), en forte hausse toutefois par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (+ 18 %).

VINS

En 2016, la récolte viticole française reculerait assez nettement par rapport à 2015 et à la moyenne des cinq dernières campagnes. Malgré la hausse en début de campagne des stocks à la production, les disponibilités seraient en repli pour les vins d'appellation et quasiment étales pour les autres vins. En 2016, sur les neuf premiers mois, les exportations ont diminué en volume et en valeur pour la première fois depuis deux ans. Avec des exportations en baisse et des importations en hausse, l'excédent commercial s'est réduit. Les prix des vins d'appellation ont été dynamiques tandis que ceux des autres vins se sont stabilisés. Pour la campagne 2016-2017, les disponibilités limitées pour les vins pourraient maintenir les prix à un niveau élevé.

Récolte 2016 en net repli par rapport à 2015 et à la production moyenne 2011-2015

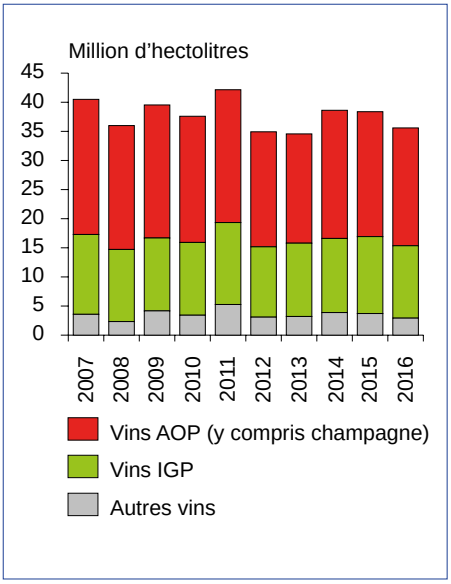
Selon les estimations établies au 1er novembre 2016, la récolte viticole s'établirait à 43,2 millions d'hectolitres (Mhl) en 2016, inférieure de 10 % à celle de 2015 et de 6 % à la moyenne des cinq dernières années. Il s'agirait de l'une des productions les plus faibles de ces 30 dernières années. Après deux années de reprise en 2014 et 2015, elle se retrouverait au niveau de l'année 2013, également touchée par une succession d'aléas climatiques.

Plusieurs vignobles ont été sévèrement touchés par les accidents climatiques : gel au printemps en Champagne, Bourgogne et Val de Loire, grêle en Charente, Bourgogne-Beaujolais, et Languedoc-Roussillon, épisodes de vent conjugués à l'aggravation de la sécheresse sur le pourtour méditerranéen en juillet et août. Les répercussions au niveau des récoltes ont été très marquées : - 31 % en Val de Loire, - 23 % en Champagne et - 20 % en Bourgogne. Les précipitations à partir de la mi-septembre ont néanmoins été bénéfiques aux vignobles à vendanges tardives, notamment dans le Bordelais (+ 7 % sur un an). La baisse historique de la récolte française s'inscrirait dans un contexte de recul, également, de la production mondiale. Estimée à 259 Mhl, cette dernière serait l'une des plus faibles des 20 dernières années. Malgré le repli de sa production et la progression de la récolte espagnole, la France se maintiendrait devant l'Espagne, au deuxième rang mondial derrière l'Italie.

Des disponibilités également en repli en 2016, hormis pour les vins IGP

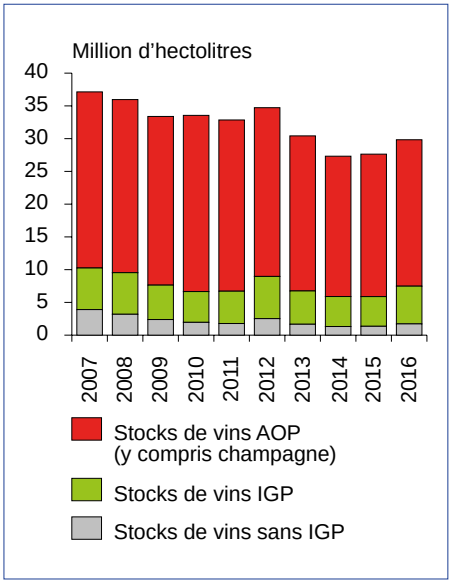
La production baisserait pour toutes les catégories de vins, - 4 % pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) hors champagne, - 19 % pour le champagne, - 6 % pour les vins IGP (indication géographique protégée) et surtout - 21 % pour les vins sans IG

Recul des récoltes en 2016



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste (récolte 2016)

Des stocks en hausse en 2016



Source : DGDDI (Douanes)

(dont - 14 % si on enlève les DPLC – dépassement du plafond limite de classement). En revanche, les stocks à la production de début de campagne progresseraient globalement sur un an (+ 8 %) ainsi que par catégorie : + 2,8 % pour les AOP avec et sans champagne, + 27 % pour les vins IGP comme les vins sans IG, sous l'effet des bonnes récoltes de 2014 et 2015. Malgré cette hausse des stocks, les disponibilités (ensemble formé par la récolte et les stocks à la propriété en début de campagne) se replieraient dans l'ensemble (- 1 % par rapport à 2015) ainsi que pour les vins d'appellation (- 1,4 % pour le total AOP, - 0,8 % hors champagne) et les autres vins sans IG (- 8 %). Seules les disponibilités en IGP augmenteraient (+ 2,5 %).

Sur la campagne 2015-2016, les exportations ont reculé en volume mais ont progressé en valeur

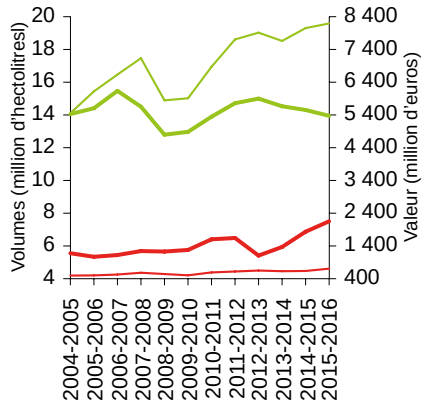
Pour la troisième année consécutive, les exportations de vins français, hors spiritueux, ont fléchi en volume sur un an lors de la campagne 2015-2016 (- 2,5 % entre août 2015 et juillet 2016), à un rythme supérieur à celui de la campagne précédente (- 1,6 %). Les exportations de vins ont reculé en volume pour les AOP hors champagne (- 1,9 %) comme pour les vins sans appellation (IGP et sans IG) (- 4 %). Par rapport à la campagne précédente, le repli en volume est toutefois moins prononcé pour les vins d'appellation que pour les autres vins (respectivement - 2,8 % et - 1,7 %). En revanche, la valorisation des vins AOP hors champagne et des autres vins s'est dégradée par rapport à 2014-2015 (respectivement - 0,5 et - 0,8 %) après avoir progressé en 2014-2015 (respectivement + 3 et + 5 % en 2014-2015). Seuls les vins effervescents (y compris champagne), qui ne représentent que 12 % de l'ensemble des volumes exportés mais 36 % de ceux en valeur, ont progressé en volume et en valeur (resp. + 3 % et + 6 % sur un an) tirant l'ensemble des exportations de vins en valeur à la hausse (+ 1,8 % sur un an après + 5 % en 2014-2015).

Repli des exportations vers l'UE mais progression vers les pays tiers sur la campagne 2015-2016

Le repli global des exportations de vins en 2015-2016 masque cependant des différences selon les destinations. En direction de l'UE, les exportations se sont une nouvelle fois contractées en volume sur un an, au même rythme qu'en 2014-2015 (environ - 6,5 %), sous l'effet de la poursuite de la dégradation des échanges avec nos principaux clients européens : Allemagne, Royaume-Uni, Belgique et Pays-Bas, faisant reculer la part de la zone UE de 60 % en 2014-2015 à 58 % en 2015-2016 (63 % en 2013-2014) et contribuant à pénaliser les exportations en valeur (- 2,5 % sur un an). Les exportations en volume se sont toutefois moins dégradées avec le Royaume-Uni qu'en 2015 et ont même progressé pour les vins d'appellation après deux campagnes en repli. Les exportations de vins vers l'Allemagne ont souffert d'une nette détérioration des ventes de vins AOP qui, malgré leur poids peu important dans les ventes vers ce pays, ont pesé dans les évolutions.

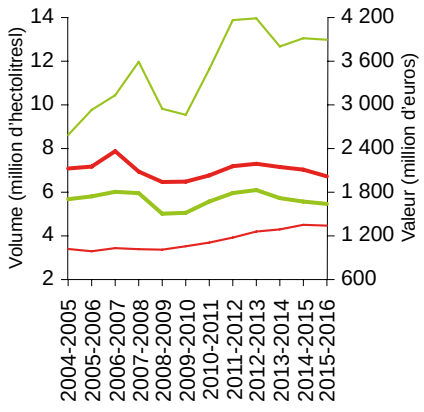
Vers les pays tiers, les exportations ont confirmé la reprise amorcée lors de la campagne précédente (+ 3,4 % en volume en 2015-2016 et + 5,3 % en valeur), mais ont été moins dynamiques que pour la campagne précédente (+ 6,8 % en volume et + 9,3 % en valeur), aussi bien pour les AOP que pour les vins sans appellation. La Chine

Baisse des exportations et hausse des importations de vins en volume pour la campagne 2015-2016



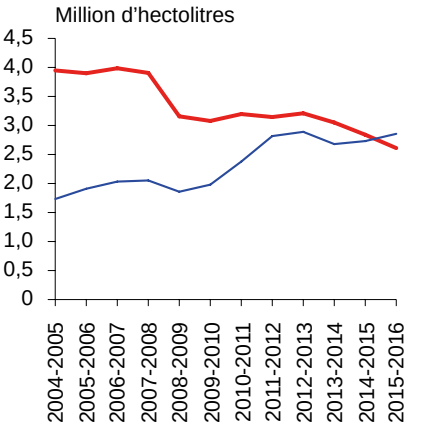
Source : DGDDI (Douanes)

Les exportations de vins AOP* comme ceux sans appellation ont reculé sur la campagne 2015-2016



Source : DGDDI (Douanes)

Sur la campagne 2015-2016, les exportations de vins AOP* vers les pays tiers ont dépassé pour la seconde année consécutive celles vers l'UE



* *Hors champagne.*

Source : DGDDI (Douanes)

et les États-Unis ont été une nouvelle fois les principaux contributeurs. Pour la deuxième année consécutive, les exportations de vins AOP vers les pays tiers ont été supérieures à celles vers l'UE.

En volume, l'Allemagne demeure le 1er client de la France, toutes catégories de vins confondues, grâce à ses achats de vins IGP et sans IG, suivie du Royaume-Uni, de la Chine et des États-Unis. En valeur, les États-Unis confortent, pour la deuxième année consécutive, leur place de premier importateur de vins français devant le Royaume-Uni. Pour les seules ventes de vins d'appellation, le Royaume-Uni conserve sa 1re place mais est talonné par les États-Unis.

Sur la campagne 2015-2016, les exportations de champagne ont augmenté en volume et en valeur (respectivement + 3,7 % et + 6,3 % après + 3,1 % et + 8,4 % en 2014-2015). Les exportations en volume ont été soutenues à destination du Royaume-Uni et des États-Unis, premiers marchés à l'exportation pour le champagne, mais se sont une nouvelle fois repliées vers l'Allemagne.

En 2015-2016, les importations de vins ont atteint un niveau record

Pour la campagne 2015-2016, les achats extérieurs français de vins ont atteint leur plus haut niveau en volume et en valeur (resp. + 9 % et + 11 % sur un an). Sous l'effet conjugué de la baisse des exportations et de la hausse des importations en volume, le solde excédentaire de la balance commerciale des vins français s'est réduit en volume sur un an (- 13 %), tout en se maintenant en hausse en valeur (+ 1 %). Les volumes de vins en vrac continuent d'alimenter l'essentiel de nos importations (78 % du total des vins importés) mais à un rythme toutefois moins marqué qu'en 2014-2015 (+ 7 % contre + 30 %). L'Espagne demeure notre principal fournisseur de vins en vrac (81 %).

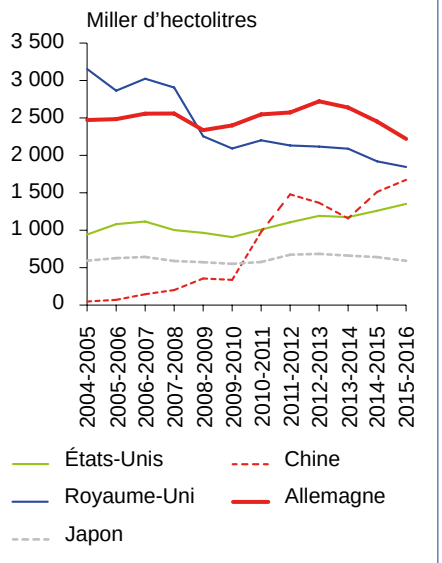
Sur la campagne 2015-2016, les prix des vins AOP ont été dynamiques

Pour la campagne 2015-2016, dans un contexte de disponibilités réduites (+ 1,3 %) et de commerce extérieur dynamique à destination des pays tiers, les prix à la production des vins d'appellation, hors champagne, mesurés par l'Ippap (indice des prix agricoles à la production), ont augmenté sur un an (+ 3 %), après avoir été en légère baisse sur un an en 2014-2015 (- 0,6 %). Ils ont commencé à remonter en septembre 2015 tout en restant en deçà des cours de la campagne 2014-2015. À partir de novembre 2015, ils ont continué de progresser jusqu'à se stabiliser entre février et mai 2016 à des niveaux élevés, en légère reprise en fin de campagne pour s'établir au-dessus de ceux de l'année précédente.

Sur la campagne 2015-2016, les prix des autres vins ont légèrement progressé sur un an

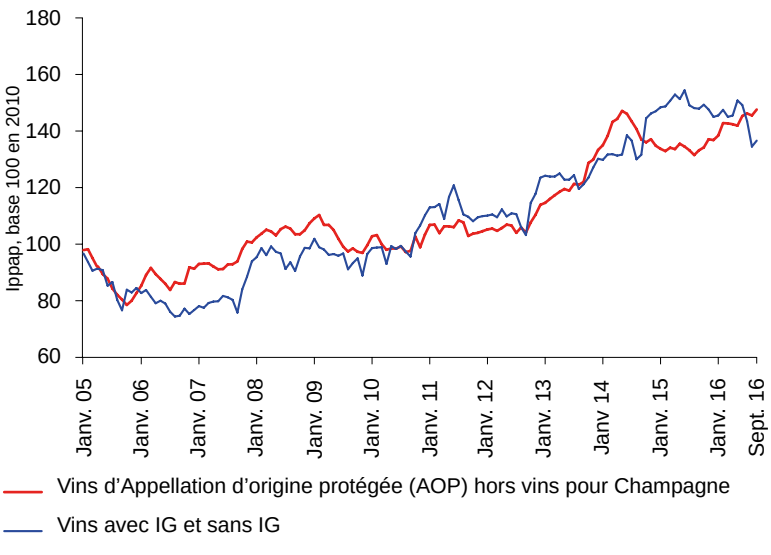
Après une progression forte et quasiment continue sur les trois dernières campagnes, les prix des vins IGP et sans IG se sont plus ou moins stabilisés dès le début de la campagne 2015-2016 (août 2015) et jusqu'en juin 2016 à un niveau élevé, décrochant par la suite. Sur l'ensemble de la campagne 2015-2016, les prix ont légèrement progressé (+ 0,6 %°) sur un an sur fond de disponibilités en légère hausse (+ 1,4 %).

En 2015-2016, les exportations en volume de vins vers les États-Unis et la Chine ont été dynamiques



Source : DGDDI (Douanes)

Les prix des vins AOP sont repartis à la hausse lors de la campagne 2015-2016



Source : Insee - Ippap

La commercialisation des vins sur les neuf premiers mois de 2016

Sur les neuf premiers mois de 2016, recul à la fois en volume et en valeur des exportations

Sur les neuf premiers mois de 2016 (sept derniers mois de la campagne 2015-2016 + deux premiers mois de la campagne 2016-2017), les exportations des vins français ont non seulement régressé en volume par rapport à 2015 mais également en valeur (respectivement - 1,3 % et - 1,2 %), le recul des exportations en valeur avec l'UE (- 4,5 %) n'ayant pu être compensé par une hausse de la valorisation avec les pays tiers (+ 1,2 %). Toutes les catégories de vins (y compris champagne) ont diminué en valeur à l'exportation sur la période, à l'exception des vins IGP et sans IG qui se sont stabilisés.

Vers l'UE, le repli sur les neuf premiers mois de 2016 a été moins marqué qu'entre 2014 et 2015 (- 4,5 % contre - 9,8 %), grâce à des ventes plus régulières. En mai 2015, les volumes exportés avaient décroché chez les principaux acheteurs européens, impactant l'évolution sur les neuf premiers mois.

À destination des pays tiers, les exportations ont augmenté sur les neuf premiers mois de 2016 (+ 3 %), à un rythme toutefois inférieur à 2015 (+ 9 %), malgré le dynamisme des ventes de vins d'appellation aux États-Unis. Les ventes vers le Japon ont continué de se replier et celles vers la Chine ont été moins soutenues qu'en 2015.

Toutes destinations confondues, les exportations ont fléchi en volume sur un an, aussi bien pour les vins d'appellation hors champagne (- 1,6 % contre - 2,7 % en 2015) que pour les vins sans appellation (- 1 % contre - 4,9 %). Sur les deux premiers mois de la nouvelle campagne (août-septembre 2016), les volumes exportés de vins s'accroissent (+ 3,4 %) grâce aux vins sans appellation et au champagne.

Des prix en nette hausse pour les vins d'appellation et en repli pour les autres vins

Sur les neuf premiers mois de 2016, les prix des vins d'appellation hors champagne ont été dynamiques (+ 7,5 % sur un an), se situant systématiquement au-dessus des cours 2015, alors que ceux des autres vins se sont établis en deçà des prix 2015 (- 4 %) avec un repli prononcé depuis juin 2016 par rapport aux mois précédents.

PRODUCTIONS ANIMALES

Après un début d'année 2016 caractérisé par la persistance de difficultés marquées dans plusieurs secteurs de l'élevage, une amélioration de la situation des productions porcines et laitières est perceptible à compter de l'été 2016.

Sur les neuf premiers mois de 2016, les productions animales ont affiché des évolutions contrastées en volume par rapport à 2015. La production de bovins a légèrement progressé en poids. Dans le même temps, les abattages de vaches laitières de réforme ont augmenté dans un contexte de la crise laitière. Encore perturbés par la FCO, les exportations de bovins ont reculé de 0,4 %. La production ovine a, de son côté, confirmé la reprise amorcée en 2015 et les abattages d'agneaux sont repartis à la hausse. Quant aux porcins, la progression de la production s'est poursuivie pour la deuxième année consécutive, sans toutefois retrouver le niveau des années 2000. À l'inverse, la production de volailles a enregistré un recul, après la reprise de 2015. Les mesures de dépeuplement prises pour lutter contre l'épizootie de grippe aviaire de janvier à mai 2016 dans le Sud-Ouest ont fortement impacté la production de palmipèdes à foie gras et autres volailles. La production d'œufs s'est également contractée, en lien avec la forte baisse des exportations et le retour sur le devant de la scène mondiale des États-Unis. La collecte de lait a marqué un repli sensible en 2016, conséquence de la crise (prix du lait bas, cessations d'activité) et de conditions météorologiques défavorables à la pousse de l'herbe.

Dans le même temps, les consommations de viande se sont inscrites sur fond de baisse tendancielle pour la totalité des espèces, à l'exception des volailles. Si la consommation intérieure peine toujours à soutenir les marchés, l'orientation des échanges extérieurs a été un peu plus favorable pour les élevages bovin et porcin. Le déficit du commerce extérieur de viande bovine s'est amélioré sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations ayant progressé tandis que les importations diminuaient. La filière porcine est parvenue à tirer son épingle du jeu avec un solde commercial redevenu excédentaire en volume, grâce à des exportations dynamiques vers les pays tiers, notamment la Chine, combinées à un repli des importations en provenance des pays de l'UE, en particulier d'Allemagne et d'Espagne. En revanche, les secteurs de la volaille et du lait n'ont pas bénéficié d'une hausse des exportations, celles-ci ayant reculé assez nettement pour les volailles, notamment sous l'effet des perturbations engendrées par la grippe aviaire.

À l'exception notable du secteur bovin, une inflexion à la hausse des prix à la production se dessine depuis l'été 2016, en premier lieu pour le porc et le lait et, à un moindre degré pour les ovins. Cette légère amélioration intervient néanmoins après une dégradation importante lors les premiers mois de l'année 2016. Si le coût de l'aliment a continué de baisser en 2016 sur les neuf premiers mois, il ne l'a cependant pas fait dans des proportions permettant de compenser globalement la baisse des prix à la production au premier semestre 2016.

Bovins

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, la production totale de bovins finis a légèrement progressé en poids (+ 0,5 %) par rapport à 2015. Sur la même période, les abattages de vaches ont fortement progressé dans le contexte de crise laitière qui a pesé sur les cours des bovins finis, en net recul par rapport à 2015. Concernant les bovins maigres, la Fièvre Catarrhale Ovine a continué de perturber les marchés : sur les neuf premiers mois de l'année 2016, les exportations totales de broutards se sont légèrement repliées mais les cours se sont maintenus. Dans un contexte de baisse de la consommation de viande bovine, les importations de viande bovine se sont contractées.

Légère hausse en poids de la production de bovins finis sur les neuf premiers mois de 2016

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, la production de bovins finis (calculée comme étant la somme des abattages de bovins corrigés du solde du commerce extérieur de bovins finis vivants) a légèrement diminué en têtes (- 0,5 %), dépassant toutefois, en poids, le niveau de 2015 de 0,5 %.

En 2016, la production de bovins finis a légèrement augmenté en poids sur les neuf premiers mois

	Abattages CVJA		Exportations d'animaux finis		Importations d'animaux finis		Production de bovins finis	
	2016	2016/2015 (%)	2016	2016/2015 (%)	2016	2016/2015 (%)	2016	2016/2015 (%)
en têtes								
TOTAL BOVINS	**3 480 334**	**- 0,4**	**46 164**	**- 13,8**	**18 312**	**- 12,7**	**3 508 186**	**- 0,5**
Veaux de boucherie	948 016	- 0,9	9 435	- 15,9	14 891	- 1,7	942 560	- 1,1
GROS BOVINS	**2 532 318**	**- 0,2**	**36 729**	**- 13,2**	**3 421**	**- 41,2**	**2 565 626**	**- 0,3**
Gros bovins femelles	1 652 846	2,7	6 450	-5,2	486	- 85,3	1 658 810	2,8
Gros bovins mâles	879 472	- 5,2	30 279	- 14,7	2 935	17,2	906 816	- 5,6
en tec								
TOTAL BOVINS	**1 090 638**	**0,5**	**10 720**	**- 8,8**	**1 967**	**- 20,6**	**1 099 390**	**0,5**
Veaux de boucherie	134 509	- 0,2	1 186	- 19,2	1 174	- 5,5	134 521	- 0,4
GROS BOVINS	**956 129**	**0,6**	**9 534**	**- 7,3**	**793**	**- 35,9**	**964 869**	**0,6**
Gros bovins femelles	597 548	3,5	1 485	- 15.0	124	- 82,4	598 909	3,6
Gros bovins mâles	358 581	- 3,8	8 048	- 5,8	668	26,3	365 961	- 3,9

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes) - neuf premiers mois

En revanche, comparée à la moyenne sur la période 2011-2015, la production s'est repliée de 3,7 % en têtes et de 1,1 % en poids. Les abattages de bovins finis ont augmenté en poids (+ 0,5 %) alors que, dans le même temps, les exportations et les importations fléchissaient, conduisant à une dégradation du solde du commerce extérieur de bovins vivants finis.

Malgré des abattages de bovins en hausse en poids sur les neuf premiers mois de 2016, ceux en têtes ont reculé, avec des évolutions contrastées selon les catégories d'animaux. Seuls les abattages de bovins femelles de plus d'un an ont progressé (+ 2,7 % en têtes et 3,5 % en poids). Cette progression traduit un afflux de vaches dans les abattoirs, consécutif à la crise laitière. Les éleveurs, confrontés aux difficultés économiques du marché laitier, accélèrent la mise à la réforme des vaches laitières d'autant plus aisément que les génisses laitières de renouvellement, présentes dans les exploitations, garantissent la reprise de la production laitière en cas de redressement du marché du lait. Par ailleurs, les éleveurs de vaches allaitantes qui avaient choisi de maintenir sur les exploitations un effectif élevé de vaches nourrices afin de bénéficier de l'aide aux bovins allaitants (ABA) ont également été amenés à augmenter les mises à la réforme, concurrencés sur le marché des viandes par celles issues des races à lait. Enfin, les conditions climatiques estivales et leur impact négatif sur les productions fourragères ont également pu conduire les éleveurs à accroître les mises à la réforme d'animaux avant l'arrivée de l'hiver.

Sur les neuf premiers mois de 2016, les abattages de bovins mâles ont reculé de 5 % en têtes et de 3,5 % en poids sur un an en raison d'une baisse des effectifs d'animaux dans les exploitations. Par ailleurs, les prix peu élevés ont pu inciter les éleveurs à conserver les animaux plus longtemps. Le poids moyen des bovins mâles abattus a ainsi augmenté de 1,4 % entre 2015 et 2016.

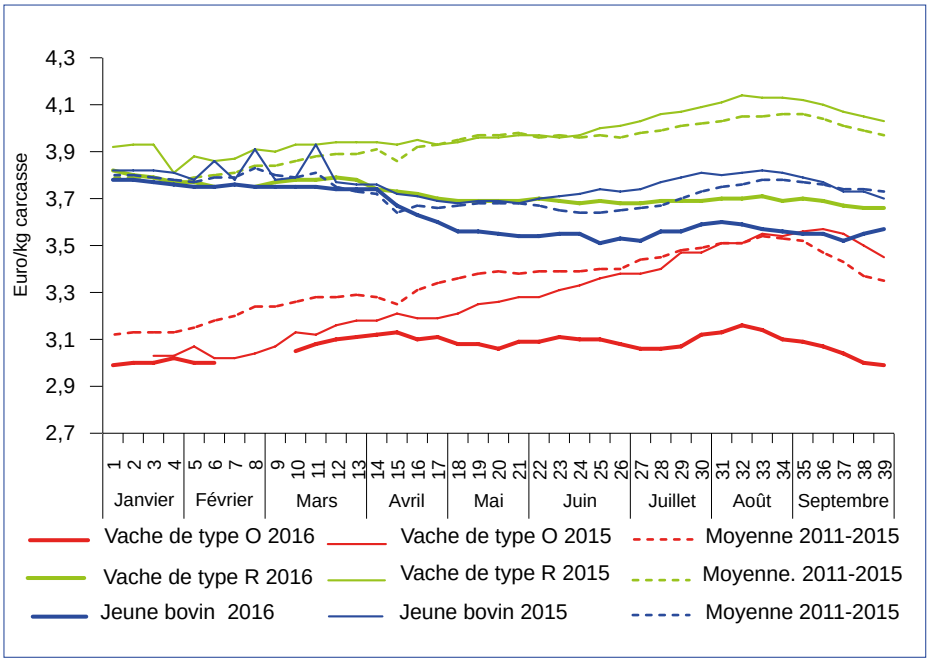
Les abattages de veaux de boucherie se sont contractés de près de 1 % en têtes et de 0,2 % en poids, traduisant là aussi un alourdissement des poids carcasses, de 141 kg en moyenne en 2015 à 142 kg en 2016. Cette augmentation du poids moyen a ainsi permis aux intégrateurs de compenser la baisse du nombre d'animaux placés en atelier d'engraissement tout en maintenant un certain volume de viande.

Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations de bovins finis, toutes catégories confondues, ont reculé en têtes et en poids. Elles restent peu importantes et concernent essentiellement les gros bovins mâles, qui représentent 66 % des exportations totales de bovins finis. Les ventes de bovins mâles ont diminué de près de 15 % sur un an. Ce repli concerne les ventes vers les pays tiers et plus particulièrement celles à destination du Liban. Les exportations vers l'Union européenne ont en revanche progressé, en particulier vers l'Allemagne. Les importations de bovins finis, constituées à 80 % par des achats de veaux de boucherie, se sont contractées sur un an, sous l'effet de la réduction des échanges avec les Pays-Bas et l'Allemagne. Avec une baisse des importations trop faible pour compenser celle des exportations, l'excédent commercial s'est détérioré.

Baisse généralisée des cours des bovins finis en 2016

En 2016, la hausse des abattages de vaches a orienté les cours des bovins finis à la baisse. Au 1er trimestre 2016, les cours des vaches et jeunes bovins se sont maintenus par rapport à 2015. À compter de la mi-avril, les cours moyens des vaches de type « O », plutôt représentatifs des cours des vaches laitières, ont décroché, sans bénéficier ensuite de la hausse saisonnière traditionnelle des cours pendant l'été. Compte tenu de leur poids dans le marché de la viande bovine, la baisse des cours des vaches laitières a pesé sur les autres catégories, vaches allaitantes et jeunes bovins. Globalement sur les neuf premiers mois de l'année 2016, les cours des vaches de type « O » ont été en retrait de 6,5 %, ceux des vaches de type « R » de

Baisse générale des cours des gros bovins finis, à compter d'avril 2016



Source: FranceAgriMer

6,6 % et ceux des jeunes bovins de type « R » de 3,6 %, par rapport à la même période de 2015. Tout au long des neuf premiers mois de 2016, les cours des veaux de boucherie se sont, quant à eux, quasiment maintenus au niveau peu élevé de 2015. En moyenne sur la période, ils ont été inférieurs de 0,7 % à 2015.

En 2016, des prix à la production de viande bovine inférieurs au coût de l'aliment

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, les prix à la production de la viande bovine ont été inférieurs au prix de répercussion du coût de l'alimentation animale. Ce prix est calculé comme celui qui, compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production en sortie d'élevage, compenserait la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente, toutes charges égales par ailleurs. Entre janvier et août, l'écart n'a cessé de se creuser, à la suite de la baisse continue du prix à la production des gros bovins de boucherie. En septembre, la baisse du prix à la production a été moins marquée et l'écart avec le prix de répercussion du coût de l'alimentation animale s'est alors légèrement réduit.

Poursuite de la baisse de la consommation de viande bovine

Prolongeant une tendance structurelle depuis 2000, la consommation apparente de viande bovine s'est contractée de 1,2 % sur un an sur les neufs premiers mois de 2016, dans un contexte de légère progression de la production. Les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer sur les achats de viande bovine par les ménages pour leur consommation à domicile confirment ce repli. Les achats de viande bovine par les ménages ont ainsi reculé de près de 3 % pour la viande de gros bovins et de 6 % pour la viande de veau, par rapport à 2015.

En 2016, une contribution positive du commerce extérieur à l'équilibre des marchés de viande bovine

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, le déficit du commerce extérieur de viande bovine s'est réduit, de - 90 000 tec à - 70 200 tec sur un an. Les exportations ont progressé tandis que les importations ont diminué. Les importations totales de viande bovine ont reculé de 6,5 %, plus particulièrement les importations de viande fraîche ou réfrigérée. Dans le même temps, les exportations de viande bovine se sont légèrement accrues (+ 1,5 %). Les exportations de viande bovine congelée ont enregistré la progression la plus importante (+ 11 %), grâce notamment à la Grèce (+ 4 % en 2016 sur un an), rompant ainsi avec les baisses constatées depuis 2011.

Des exportations de bovins maigres perturbées par les conséquences de la FCO et des cours qui se maintiennent

Le marché des bovins maigres (ou broutards) regroupe deux types d'animaux : les broutards légers dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg et les broutards lourds, de plus de 300 kg. La détection en septembre 2015 de foyers de Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) en France a fortement perturbé le marché des broutards. À compter de cette date, la vaccination contre la FCO a été rendue obligatoire pour tout animal exporté. L'extension de la maladie à quasiment tout le territoire, les restrictions de mouvement des animaux, la mise en place de l'obligation de vaccination ont eu des conséquences sur la demande extérieure en broutards d'origine française.

Dès la mise en place de conditions réglementaires et sanitaires en octobre 2015, au moment du net repli des exportations, le marché des broutards lourds est reparti à la hausse. Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations de broutards lourds ont ainsi progressé de 12,5 % (soit + 66 600 têtes) sur un an. Ces animaux sont destinés à plus de 95 % au marché de l'UE et plus spécifiquement à l'Italie qui représente 88 % des broutards lourds exportés par la France. En revanche, les exportations de broutards légers ont chuté de 28 % (- 69 700 têtes) sur la même période en 2016. Cette baisse est essentiellement la conséquence de la fermeture du marché turc, dès la détection des foyers de FCO. Les ventes de broutards légers vers la Turquie ont chuté de 70 000 animaux en 2015, à près de 6 000 en 2016, soit - 91,5 %. Au total, sur les neuf premiers mois de l'année 2016, les exportations de broutards ont reculé de 0,4 % par rapport à la même période de 2015, tout en pro-

gressant de près de 6 % par rapport à la période 2011-2015, les ventes vers l'Italie s'étant accrues de 4 %.

Conséquence de la tension sur les marchés à l'exportation, les cours des broutards sur les neuf premiers mois de l'année 2016 ont été supérieurs de 4 % aux cours 2015 et au cours moyens 2011-2015. Au premier semestre 2016, ils se sont même situés nettement au dessus de 2015. À compter de mi-juillet, ils se sont repliés, passant même, en octobre, au-dessous des niveaux atypiques de 2015 et des cours moyens sur la période 2011-2015.

Ovins

Sur les neuf premiers mois de 2016, la production ovine a progressé. Sur la même période, les abattages d'agneaux ont fortement augmenté tandis que les échanges d'ovins vivants se repliaient. Le cours moyen des agneaux est resté en deçà du niveau de 2015, même s'il s'est redressé à compter de l'été. La baisse persistante de la demande intérieure s'est traduite par une nouvelle baisse des importations de viande ovine. La part de la production issue des exploitations françaises a de nouveau progressé dans la consommation calculée par bilan.

En 2016, nouvelle progression de la production ovine, en tec

En baisse continue de 2011 à 2014, la production ovine (calculée comme la somme des abattages totaux d'ovins et du solde du commerce extérieur d'ovins vivants) a confirmé, en 2016, la reprise amorcée en 2015. Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, elle a augmenté de 4,1 % en têtes et de 3,8 % en poids sur un an. Sur la même période, les abattages d'ovins se sont également accrus (+ 2,8 % en têtes et + 3,1 % en poids).

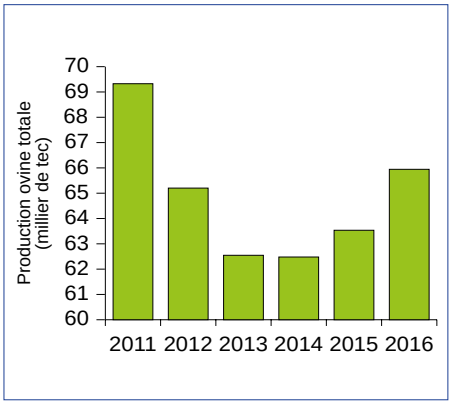
La progression des abattages s'est accompagnée d'un repli des échanges d'ovins vivants

Avec un poids de 87 % dans l'ensemble des abattages d'ovins et une hausse de 3,2 % en têtes (soit 92 000 têtes) et de 3,5 % en poids sur les neuf premiers mois de 2016, les agneaux ont été les principaux contributeurs à la progression des abattages d'ovins. Les abattages d'ovins de réforme se sont, quant à eux, maintenus en têtes mais ont légèrement progressé en poids, signe d'un alourdissement des carcasses pour ces animaux.

Malgré la nouvelle baisse constatée fin 2015 du cheptel ovin reproducteur français (- 2 % sur un an), l'augmentation, sur les neuf premiers mois de 2016, du nombre d'agneaux disponibles sur le marché pourrait être le signe d'une amélioration des performances techniques des élevages ovins français et plus spécifiquement de la productivité des brebis.

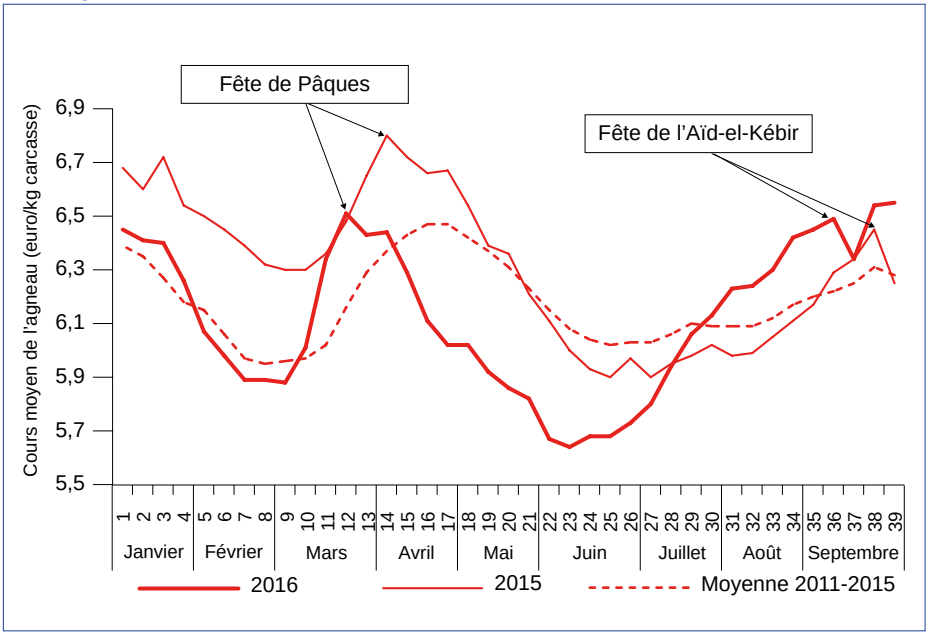
Après une forte progression en 2015 (+ 22,6 % par rapport à 2014), conséquence d'un pic de ventes vers l'Espagne, principal client de la France, les exportations d'agneaux vivants ont reculé de 6 % sur les neuf premiers mois de 2016 par rapport à 2015 et de 8 % par rapport à la moyenne 2011-2015. L'Espagne a diminué ses achats de 9 %, suivie de l'Italie (- 7 %). Sur la même période, les importations d'agneaux vivants se sont de la même façon repliées (- 19 %), notamment en provenance d'Espagne, premier fournisseur également de la France (- 16 %, soit plus de 24 000 têtes). Cette réduction des échanges avec l'Espagne, deuxième pays européen pour le cheptel ovin, après le Royaume-Uni, intervient dans un contexte de croissance des effectifs du cheptel reproducteur ovin en

En 2016, le redressement de la production ovine totale s'est poursuivi



Source : Agreste - cumul sur les neuf premiers mois de l'année

Sur les neuf premiers mois de 2016, le cours de l'agneau a été inférieur en moyenne à 2015



Source : FranceAgriMer

Espagne en 2015 (+ 2 %), après une baisse régulière entre 2006 et 2014.

En 2016, le cours de l'agneau a été globalement inférieur à celui de 2015

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, le cours moyen de l'agneau a été nettement inférieur à celui de 2015 (- 3 %) avec néanmoins, comme en 2015, deux périodes distinctes. De janvier à juin, il est resté quasiment toujours en deçà de 2015. À partir de début juin, il a progressé pour dépasser, à la mi-juillet, le niveau de 2015. Les deux fêtes religieuses de Pâques au printemps et de l'Aïd-el-Kébir en septembre se sont traduites par deux pics dans les cours. Bien qu'en hausse avant les fêtes, le cours de 2016 de l'agneau est resté inférieur à celui de 2015 au moment de Pâques, alors qu'il est passé au-dessus de celui de 2015 pour l'Aïd.

Nouvelle baisse des importations de viande ovine sur les neuf premiers mois de 2016

En baisse quasiment constante depuis 2011, à l'exception d'un pic en 2014, les importations de viande ovine ont une nouvelle fois reculé en volume sur les neuf premiers mois de 2016, - 11 % à la fois sur un an et par rapport à la moyenne 2011-2015. À l'exception du mois de février où elles ont dépassé le niveau de 2015, les importations sont demeurées en dessous du niveau atteint en 2015 et de la moyenne 2011-2015. Les achats en provenance des principaux fournisseurs de viande ovine ont diminué en 2016, - 13 % pour le Royaume-Uni, premier partenaire de la France, - 22 % s'agissant de la Nouvelle Zélande et - 5 % pour l'Irlande.

La baisse des importations s'inscrit dans un contexte de diminution constante de la consommation de viande ovine. Entre 2015 et 2016, la consommation apparente de viande ovine a fléchi de 4 %, sur un an et de près de 10 % par rapport à la consommation moyenne sur la période 2011-2015. Avec la baisse des importations et la progression des abattages sur les neuf premiers mois de 2016 (+ 3 %), le taux d'auto-approvisionnement en viande ovine a progressé, passant de 48,5 % en 2015 à 52,3 % en 2016. Cette baisse de la consommation calculée est confirmée par les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer qui mesure l'évolution des achats des ménages français pour leur seule consommation à domicile. Ainsi, sur les neuf premiers mois de l'année, les achats de viande ovine se sont repliés de 6 % par rapport à 2015 et de 14 % par rapport à la période 2011-2015.

Porcins

Sur les neuf premiers mois de 2016, la production porcine française a progressé au même rythme qu'en 2015, de + 1 % sur un an. Dans le même temps, les achats des ménages n'ont manifesté aucun signe de redressement. Dans ce contexte, seule la forte demande chinoise a permis de soutenir le marché, favorisant un redressement sensible des prix du porc charcutier à partir de juin 2016.

De janvier à septembre 2016, la production porcine en tonnage a légèrement augmenté en moyenne sur un an (+ 1 %), prolongeant la tendance à la hausse observée depuis 2014. Sur l'ensemble de l'année, la production pourrait se stabiliser, dans la mesure où le cheptel de truies s'est réduit, selon les dernières estimations de mai 2016 (- 3 % sur un an).

Sur les neuf premiers mois de 2016, les abattages se sont accrus sur un an : + 0,4 % en têtes et + 1,1 % en volume, les poids moyens ayant été supérieurs entre janvier et mai 2016 à la même période de 2015, en raison de retards d'enlèvement liés à une offre française et européenne importante. À compter de juin 2016, dans un contexte de progression des exportations de viande porcine et de hausse de la demande de la part des abattoirs, le poids a retrouvé son niveau de l'année 2015.

Dans l'Union européenne, les abattages de porcins se sont accrus au 1er semestre 2016 par rapport à la même période de 2015 (+ 2 %), prolongeant, mais de façon à peine moins marquée, la progression enregistrée en 2015 (+ 2,6 %). Malgré cette offre importante, les prix européens à la production se sont redressés à compter de la fin du premier semestre 2016, grâce à la forte hausse des exportations vers la Chine (+ 130 % pour l'Allemagne, + 260 % pour la France, + 340 % pour l'Espagne et jusqu'à + 550 % pour les Pays-Bas).

Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations françaises de viande porcine ont progressé de près de 4 % sur un an, soit 16 600 tec de plus. Les évolutions sont très contrastées selon les destinations : 27 300 tec de moins vers l'Union européenne, notamment vers l'Italie, jusque là notre premier client, et 43 900 tec de plus vers les pays tiers (+ 46 000 tec rien que pour la Chine soit + 97 % sur un an). En 2016, la Chine est ainsi devenue le premier client de la France devant l'Italie.

À l'inverse, les importations françaises se sont repliées sur la période : - 8 %, soit 32 000 tec de moins (dont un repli de 13 300 tec en provenance de l'Allemagne et de 14 100 tec depuis l'Espagne). Il est probable que la forte demande chinoise ait également généré un redéploiement des exportations de viande porcine de la part de ces pays.

Après avoir été déficitaire en volume en 2015 (- 30 000 tec), le solde des échanges extérieurs de viande porcine est redevenu excédentaire en volume sur les neuf premiers mois de 2016, par rapport à la même période en 2015 (+ 19 000 tec). Il s'est également amélioré en valeur, tout en restant déficitaire (- 207 millions d'euros contre - 332 millions d'euros en 2015).

En 2016, la consommation intérieure de viande de porc continuerait de reculer. Selon le panel de consommateurs Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les achats de viande porcine par les ménages, pour leur consommation à domicile, auraient reculé de 1,4 % de janvier à septembre 2016, sur un an. Le repli

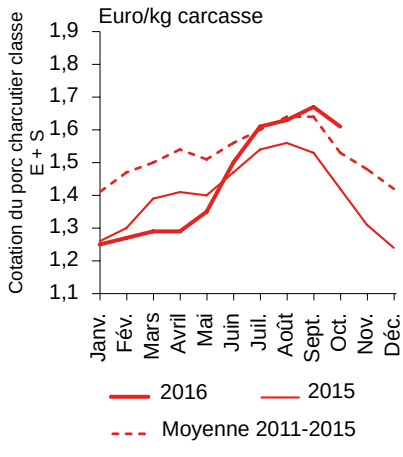
concerne plutôt la viande fraîche, les achats de saucisses et saucissons étant demeurés quasiment stables sur la période.

De janvier à mai 2016, le cours moyen du porc charcutier classe E + S a fléchi par rapport à 2015 et à la moyenne des cinq dernières années. À partir de juin, il s'est redressé par rapport à 2015, dés que le marché est redevenu fluide à la faveur de la forte augmentation des exportations de viande porcine vers la Chine, retrouvant, en juillet, le niveau moyen des cinq dernières années. Les cours ont poursuivi leur progression sur un an en septembre, passant même au dessus de la moyenne des prix 2011-2015 (+ 2 %). En octobre, le cours a enregistré une baisse saisonnière marquée mais reste supérieur à celui des années précédentes : + 13 % par rapport à octobre 2015 et + 5 % par rapport à la moyenne 2011-2015.

De son côté, le coût de l'aliment porcins, qui représente plus de 60 % de la valeur de la production porcine, a baissé de 5 % sur les neuf premiers mois de 2016 par rapport à 2015. Depuis juin 2016, on observe à la fois une baisse des prix de l'aliment et une hausse des prix à la production, relativement à l'année 2015, créant un ciseau des prix favorable aux producteurs. En parallèle, les volumes d'aliments achetés se sont réduits sur les neuf premiers mois de 2016 (- 3,3 % sur un an).

En fin d'année, les prix pourraient probablement se maintenir si l'offre devient un peu moins volumineuse (cheptels de truies européens en baisse à l'enquête de mai 2016) et si les exportations, notamment vers la Chine, restent aussi dynamiques car elles assurent une bonne fluidité des marchés européens. La demande chinoise peut toutefois se réorienter vers le porc américain, à la suite de possibles dégagements vers l'exportation de la part des États-Unis, qui font face à un marché intérieur saturé.

À partir de juin 2016, le prix moyen du porc charcutier est repassé au-dessus des cours 2015



Source : FranceAgriMer

Volailles

Après la reprise de 2015, le marché français des volailles a montré des signes de ralentissement en 2016, avec des abattages en repli pour les principales espèces, à l'exception de la dinde. La production 2016 de volailles a pâti à la fois du recul de la consommation des ménages, d'une baisse des exportations vers les pays-tiers et d'une hausse des importations. Dans ce contexte, les prix à la production des deux principales espèces (poulet, dinde) sont restés proches de 2015, mais très en deçà des cours moyens 2011-2015.

En cumul de janvier à septembre 2016, les abattages, toutes espèces de volailles confondues, se sont repliés : - 3,6 % en têtes et - 3,4 % en poids par rapport à 2015. Ce repli concerne en premier lieu les poulets, dont les abattages ont reculé de 3 % en têtes et de 2 % en poids, mais également les canards. Sur les neuf premiers mois de 2016, les abattages de canards se sont réduits de près d'un tiers sur un an, à la suite des mesures de dépeuplement prises pour lutter contre l'épizootie de grippe aviaire de janvier à mai 2016. Le secteur de la dinde a été plus dynamique, puisque les abattages ont progressé en poids, et se sont quasiment stabilisés en têtes. Sur les huit premiers mois de 2016, les mises en place des poussins des trois principales espèces (poulet, dinde et canard) se sont repliées, augurant d'une poursuite de la baisse des abattages de volailles jusqu'à la fin de l'année.

Au premier semestre 2016, la consommation apparente de viandes de volailles, calculée par bilan, a progressé de 2,6 %. Elle a augmenté de 2,5 % pour le poulet et de près de 7 % pour la dinde mais s'est réduite de 6 % pour le canard, également en raison des mesures sanitaires de lutte contre l'épizootie. En revanche les achats de viandes de volailles par les ménages, pour leur consommation à domicile, témoignent d'une baisse proche de 2 % en tonnage.

Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations de viande de volaille ont fléchi (- 9 % sur un an) tandis que les importations se sont accrues (+ 4 %), creusant un peu plus, tant en volume qu'en valeur, le déficit des échanges extérieurs de volaille.

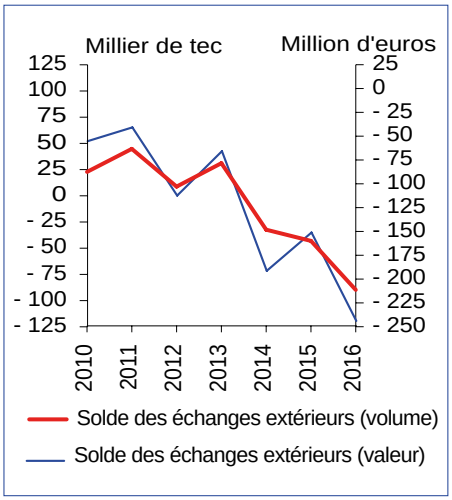
Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations de viande et préparations de poulet ont baissé par rapport à la même période de 2015 (- 10 % sur un an). La situation a néanmoins été

Sur les neuf premiers mois de 2016, les abattages de poulet ont reculé

		9 mois 2015	9 mois 2016	Évolution 2016/2015 (%)
Abattages CVJA (millier de têtes)	Volailles de chair	718 175	692 049	- 3,6
	Poulets	586 213	569 496	- 2,9
	Dindes	33 124	33 163	0,1
Abattages CVJA (tonne)	Volailles de chair	1 268 772	1 226 163	- 3,4
	Poulets	788 275	772 422	- 2,0
	Dindes	254 566	261 099	2,6

Sources : Agreste - enquêtes abattages

En 2016, le solde des échanges de viande de poulet a été négatif en volume et en valeur



Source : DGDDI (Douanes) - cumul sur les neuf premiers mois

contrastée selon les destinations : en repli de plus de 40 000 tec vers les pays tiers (dont 22 000 tec de moins vers le Moyen-Orient) et en progression de près 6 000 tec vers l'Union européenne. Les ventes se sont accrues vers l'Allemagne (+ 5 500 tec) et les Pays-Bas (+ 1 500 tec). En revanche, elles ont fléchi vers l'Espagne (- 2 700 tec) et la Belgique (- 2 200 tec).

Sur les neuf premiers mois de 2016, les importations de viandes et préparations de poulet ont progressé : + 3,1 %, soit + 12 000 tec, dont 7 700 tec depuis la Belgique et 1 900 tec depuis l'Espagne. La part des importations dans la consommation française de viande de poulet demeure toutefois quasiment stable en 2016 : un peu plus de quatre poulets sur dix consommés en France sont importés. Sur la même période, les exportations de viande et préparations de dinde se sont réduites de 6 %, soit 3 300 tec de moins : - 4 000 vers l'Union européenne, notamment la Belgique, et + 700 vers les pays tiers (+ 1 000 téc vers l'Afrique subsaharienne). Les importations de dinde ont, quant à elles, augmenté sur les neuf premiers mois de 2016 (+ 13 %).

Bien que l'épizootie de grippe aviaire ait essentiellement touché les canards à gaver du Sud-Ouest, l'ensemble du commerce extérieur des viandes et préparations de canard (avec et hors foie gras) a été affecté en 2016. Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations de viandes et préparations (hors foie gras) se sont réduites de 1,2 % tandis que les importations ont fait un bond de 18 %, soit 2 600 tec supplémentaires (dont 1 300 tec depuis la Bulgarie et 600 tec depuis la Hongrie). Concernant les seuls échanges de foie gras, la baisse des exportations a été plus marquée au cours de la période (- 22 %) alors que les importations ont progressé de plus d'un tiers, soit 800 tonnes de plus (dont 410 tonnes depuis la Bulgarie et 220 tonnes depuis la Hongrie).

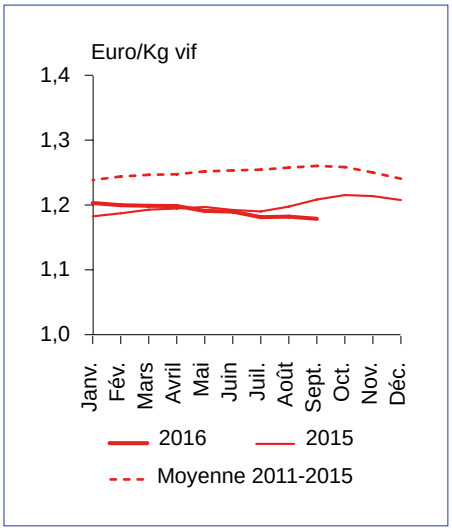
Les cours moyens à la production des poulets et des dindes ont été quasiment stables depuis le début 2016 par rapport à la même période de 2015, les filières demeurant très intégrées. En parallèle, le prix de l'aliment pour volailles s'est replié.

Œufs

En 2016, la production française d'œufs de consommation devrait se réduire d'environ 2 % par rapport à 2015. Dans un contexte d'offre européenne importante et d'exportations en forte baisse, les prix à la production se sont dégradés (- 11 % sur un an).

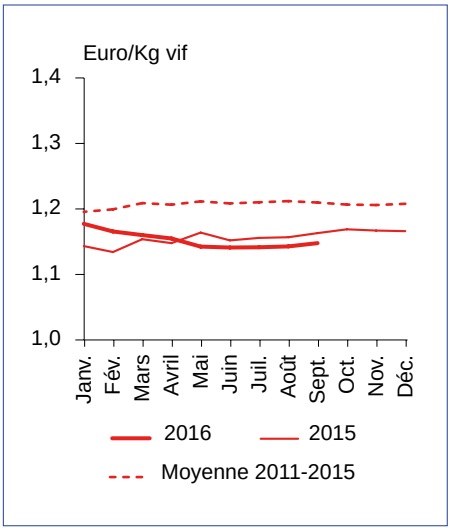
Après une production globalement stable depuis 2013, la production française d'œufs de consommation s'est repliée de près de 3 % sur les neuf premiers mois de 2016 par rapport à la même période de 2015, selon le modèle de prévision SSP-ITAVI-CNPO. Sur l'ensemble de l'année, elle devrait se réduire de 2,3 %. Au cours des huit premiers mois de 2016, les mises en place de poulettes de ponte ont augmenté de 3,1 % (avec une progression de 12 % sur le seul mois d'août). Compte tenu du temps nécessaire à une poulette pour devenir une pondeuse (cinq mois), la production devrait progressivement repartir à la

Sur les neuf premiers mois de 2016, les prix à la production des poulets sont demeurés stables sur un an



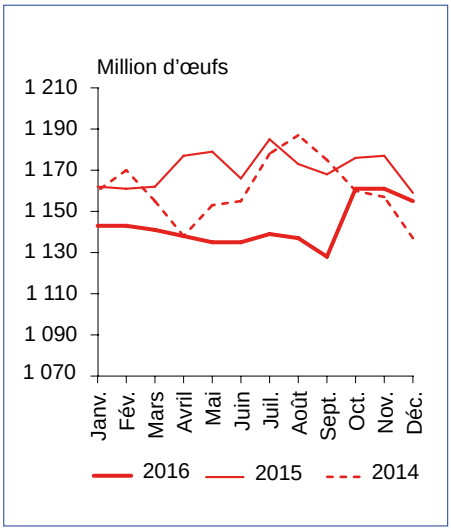
Sources : Agreste, Insee

Sur les neuf premiers mois de 2016, les cours à la production des dindes ont été quasiment étales sur un an



Sources : Agreste, Insee

La production française d'œufs de consommation prévue en décembre 2016 retrouverait son niveau de 2015



Source : Agreste - modèle de prévision SSP-ITAVI-CNPO

hausse sur un an à compter des premiers mois de l'année 2017.

En 2016, la production provient à 68 % de poules pondeuses en cage et à 32 % des élevages alternatifs (bio, plein air et au sol). En 2009, le ratio était de 80 % pour les cages et de 20 % pour les autres modes de production. Avec une consommation d'environ 216 œufs par habitant et par an, la France est autosuffisante.

Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations d'œufs de consommation ont baissé de près de 2 %, soit - 1 300 teoc (tonne équivalent œuf coquille). Les situations ont toutefois été contrastées selon les produits : les ventes d'œufs coquille se sont réduites de 5 200 teoc tandis que celles d'ovoproduits progressaient de 3 900 teoc. Les évolutions ont également divergé selon les destinations : réduction de 1 600 teoc vers l'Union européenne et progression de 300 teoc vers les pays tiers. Au cours de la même période, les importations d'œufs de consommation, en quasi-totalité issues de l'UE, se sont accrues de plus de 5 %, soit 4 600 teoc supplémentaires, avec là aussi des différences suivant les produits : augmentation de plus d'un tiers pour les œufs de poules en coquille (11 000 teoc de plus) et réduction d'environ 6 000 teoc pour les ovoproduits.

Avec des exportations en repli et des importations en progression, le solde des échanges d'œufs de consommation, déficitaire en volume, s'est creusé un peu plus sur les neuf premiers mois de 2016, passant de - 6 000 teoc à - 12 000 teoc, tout en demeurant positif en valeur, à + 9 millions d'euros (contre + 20 millions en 2015).

Sur les neuf premiers mois de 2016, les prix à la production ont reculé nettement sur un an (- 11 %) et par rapport à la moyenne 2011-2015 (- 12 %), en raison d'une offre européenne importante et des performances limitées du commerce extérieur français.

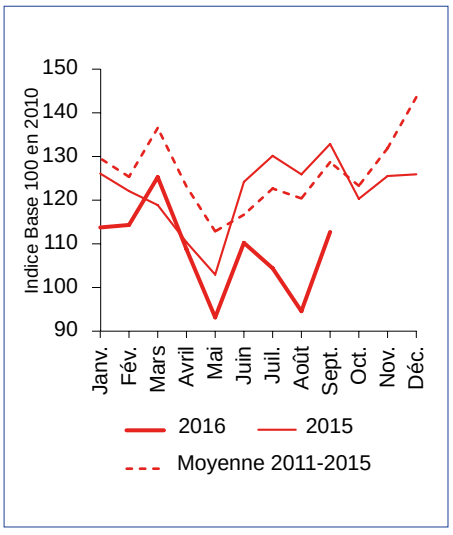
LAIT

En 2016, les déséquilibres des marchés laitiers ont commencé à se résorber au milieu de l'année. La collecte mondiale de lait a cessé de progresser, puis a reculé, en particulier dans l'UE. Dans le même temps, la hausse des échanges mondiaux de beurre et de fromages a soutenu la demande. Le rééquilibrage des marchés est très net à partir de l'été, avec une forte hausse du prix de la matière grasse laitière et un redressement progressif des prix du lait payés aux producteurs.

Un début de rééquilibrage des marchés laitiers mondiaux à partir de l'été 2016

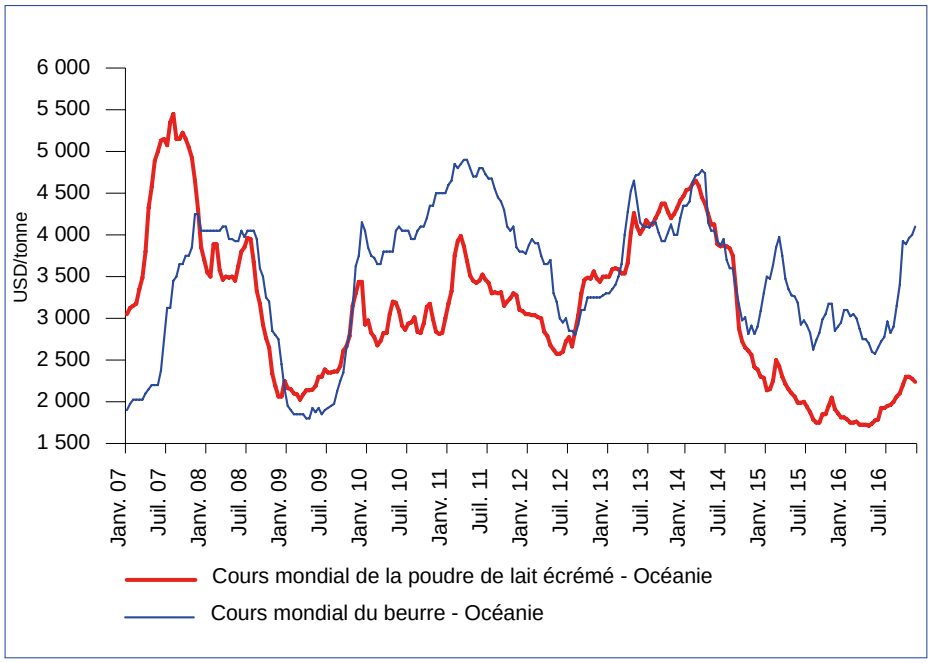
Sur les neuf premiers mois de 2016, la croissance de la production laitière mondiale s'est poursuivie (+ 0,4 % sur un an) à un rythme plus modéré que l'an passé (+ 1,3 % en 2015 sur la même période). Particulièrement dynamique sur les cinq premiers mois de l'année, la collecte mondiale a ensuite ralenti à partir du mois de juin, en lien avec le recul des collectes européenne et océanienne. En septembre, le recul de la collecte a été encore plus marqué, en raison notamment de la baisse de la production européenne (- 2,7 % sur un an). Dans les mois à venir, le repli de la production mondiale devrait se

Sur les neuf premiers mois de 2016, les prix à la production des œufs de consommation ont reculé sur un an



Source : Insee - Ippap (indice des prix des produits agricoles à la production)

En juin 2016, les cours mondiaux des produits industriels ont rebondi après plusieurs mois de baisse



Source : USDA

poursuivre, compte tenu du recul de la collecte en Nouvelle-Zélande, des intempéries ayant affecté l'Australie et du plan de réduction volontaire de la production adopté au cours de l'été par la Commission européenne.

Parallèlement, les échanges mondiaux de beurre ont progressé (+ 9,3 % par rapport à 2015 sur les huit premiers mois de l'année) sous l'effet de la hausse des demandes chinoise et américaine. Les exportations mondiales de fromages se sont également accrues (+ 4,7 %) tandis que le commerce de poudres de lait, en particulier de poudres maigres, reculait, pénalisé par la poursuite de l'embargo russe, la baisse du pouvoir d'achat dans les pays du Moyen-Orient à la suite de la diminution des prix du pétrole, ainsi que par la relative faiblesse de la demande chinoise. Les exportations de poudres grasses vers ce pays ont toutefois progressé sur un an au mois d'août, principalement au profit de la Nouvelle-Zélande.

Malgré le retour d'une demande mondiale plus dynamique, le déséquilibre persistant entre l'offre et la demande mondiale a continué de peser au premier semestre 2016 sur les prix des produits industriels et des fromages, en baisse depuis le 2e trimestre 2014. Ils se sont toutefois très nettement redressés à partir de l'été 2016 en raison du ralentissement de la collecte européenne, des achats chinois et américains en beurre, et de moindres disponibilités en matières grasses sur le marché mondial liées à la reprise des fabrications de fromages. La reprise a toutefois été moins marquée pour le marché de la poudre de lait écrémé, ralenti par la faible demande mondiale et la présence des stocks publics européens.

Un retournement à la baisse de la production laitière européenne à partir de juin 2016

Après une hausse de 2,2 % en 2015 à la suite de la fin des quotas laitiers, la collecte européenne a augmenté de 1,4 % sur les neuf premiers mois de l'année 2016. Cette progression s'est toutefois concentrée sur les trois premiers mois de l'année. À compter d'avril 2016, la collecte laitière européenne s'est rapprochée des niveaux de l'année 2015 avant de redescendre en dessous à partir du mois du mois de juin.

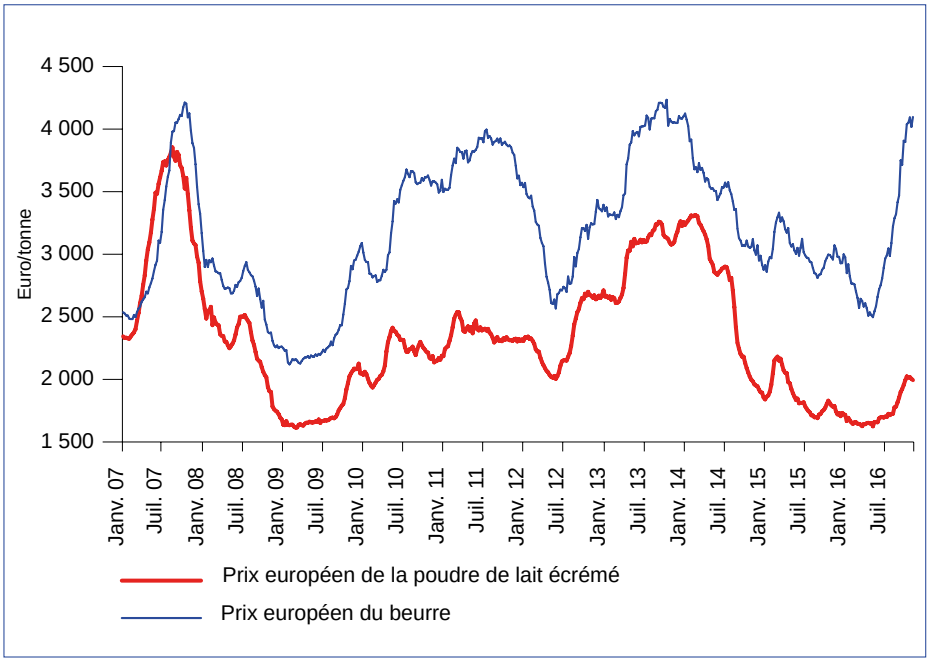
Comme en 2015, le surplus de lait produit en début d'année a conduit à une hausse des fabrications de produits industriels (poudres et beurre), dont une partie a fait l'objet de mesures d'intervention publique ou d'aides au stockage privé. L'augmentation des exportations européennes de beurre et de fromages a également contribué à soulager le marché européen, bien que les ventes de poudres de lait écrémé aient chuté de 20 %.

Le rééquilibrage du marché mondial a favorisé une très nette reprise des cours européens des produits industriels, d'autant plus que la collecte de l'UE a cessé de progresser. Le prix de la poudre maigre est ainsi repassé au dessus du prix d'intervention en juillet 2016.

Une collecte française en repli dans un contexte de prix toujours bas

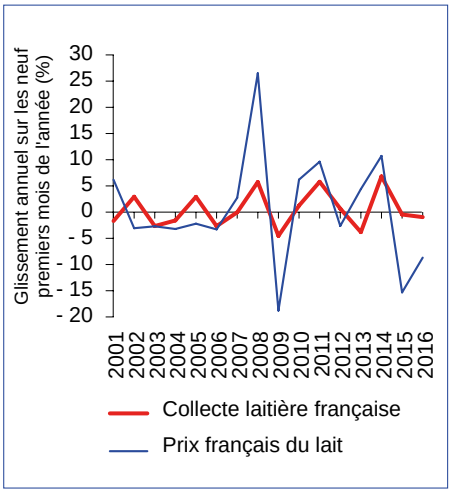
Après une quasi-stabilité en 2015 (+ 0,3 % sur un an), alors que les quotas laitiers ont disparu le 1er avril 2015, la collecte française de lait de vache a diminué de 1 % sur les neuf premiers mois de l'année 2016 par rapport à 2015 pour s'établir à 18,4 milliards de litres, tout en demeurant supérieure à la moyenne 2011-2015. Elle a été pénalisée par un marché déprimé (baisse des prix, limitation des achats des transformateurs), ainsi que par des conditions climatiques

À partir de l'été 2016, les prix européens du beurre et de la poudre de lait écrémé se sont redressés sous l'effet du ralentissement de la collecte



Note : les prix européens du beurre correspondent généralement aux contrats, mais cela peut varier selon les pays.
Source : Observatoire européen du marché du lait

Sur les neuf premiers mois de 2016, la baisse de la collecte s'est légèrement accentuée tandis que celle des prix s'est atténuée



Source : Agreste - Enquête mensuelle laitière SSP/ FranceAgriMer

défavorables à la pousse de l'herbe au cours de l'été (inondations en juin suivies d'une sécheresse estivale). La collecte a ainsi commencé à se replier à partir du mois de mars (- 0,6 % sur un an), après deux mois de progression. La baisse s'est par la suite intensifiée au mois de juin (- 3,7 %) et encore plus au mois de septembre (- 7,3 %), en lien notamment avec l'annonce du dispositif de réduction volontaire de la production laitière au niveau européen en juillet 2016.

En 2016, la baisse prix du lait a ralenti à la faveur de marchés mieux équilibrés

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2016, le prix du lait a poursuivi son repli (- 8,6 % sur un an en moyenne), mais à un rythme beaucoup plus modéré que l'année précédente (- 15,2 %). En baisse depuis septembre 2015, il a atteint un point bas en mai 2016 à 285 euros la tonne (lait standard 38/32), avant de repartir à la hausse au début de l'été, retrouvant en septembre un niveau proche de celui observé en début d'année (297 euros la tonne), sous l'effet du recul de la collecte nationale et du redressement des prix européens et mondiaux. Ce léger redressement devrait se poursuivre sur les derniers mois de 2016.

Les prix français des produits industriels ont évolué parallèlement aux prix européens et internationaux. En 2015, les prix du beurre et des poudres avaient fortement diminué sur un an du fait du déséquilibre important entre l'offre et la demande mondiale (- 15 % pour le beurre, - 30 % pour la poudre maigre et - 26 % pour la poudre grasse). Sur les neuf premiers mois de 2016, les prix sont toujours en repli sur un an (- 1,6 % pour le beurre, - 7,4 % pour la poudre écrémée, - 10,2 % pour la poudre grasse) mais de manière beaucoup moins marquée que l'année dernière, du fait du redressement observé à partir du début de l'été. En août 2016, le prix du beurre a franchi la barre des 3 400 euros la tonne pour la première fois depuis septembre 2014, soit une hausse de 15,2 % sur un an. Les prix des poudres maigre et grasse ont, quant à eux, progressé de respectivement 18,9 % et 24,7 % sur un an.

Dans un contexte de baisse du cheptel et de faibles prix du lait, les achats d'aliments pour vaches laitières se sont réduits

Dans le sillage du repli des cours des céréales et des tourteaux, les prix des aliments pour vaches laitières, mesurés par l'indice Ipampa (indice des prix d'achat des moyens de production agricole), se sont contractés de 5 % sur un an sur les neuf premiers mois de l'année 2016, à un rythme plus prononcé qu'en 2015 sur la même période (- 3,4 %). Le coût de l'aliment a poursuivi sa tendance baissière débutée en janvier 2013, sans toutefois retrouver les niveaux observés avant 2012, année durant laquelle il s'était envolé.

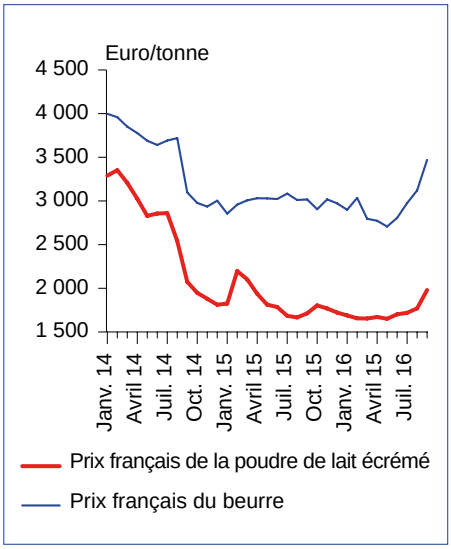
Sur les neuf premiers mois de 2016, la diminution de la production d'aliments pour vaches laitières s'est significativement accélérée sur un an : - 11,8 % par rapport aux neuf premiers mois de 2015 contre - 4,3 % l'année précédente. Les conditions pluvieuses du printemps, favorables à l'alimentation à l'herbe, couplées aux prix peu élevés du lait et à la décapitalisation du cheptel laitier ont en effet contribué à réduire la demande en aliments concentrés. Par ailleurs, comme en 2015, la baisse du prix des aliments pour animaux moins importante que celle du lait a également pu conduire les éleveurs à substituer des aliments fabriqués à la ferme aux aliments concentrés afin de limiter leurs pertes financières.

Face au déséquilibre du marché, l'UE a maintenu les mesures d'intervention et a annoncé un plan de réduction volontaire de la production au cours de l'été

Sur les neuf premiers mois de 2016, les dispositifs européens d'aide au stockage privé et d'intervention publique pour le beurre et la poudre de lait écrémé, mis en place en 2014, ont été maintenus. Le plafond à l'intervention initialement fixé à 109 000 tonnes pour la poudre de lait écrémé a été augmenté à deux reprises, afin d'absorber les excédents européens, avec deux procédures d'adjudication intermédiaires. Depuis le début de l'année, quinze pays ont ainsi alimenté les stocks publics de poudre de lait écrémé. Au 13 novembre 2016, les stocks publics entrés en 2016 ont atteint 334 551 tonnes. Les quantités ayant bénéficié d'une aide au stockage privé en 2016 au niveau européen s'élevaient, quant à elles, mi novembre à 80 089 tonnes pour la poudre de lait écrémé, et fin septembre à 143 587 tonnes pour le beurre et à près de 53 000 tonnes pour les fromages.

Parallèlement à ces mesures, l'UE a adopté en septembre un dispositif de réduction volontaire de la production laitière. L'objectif est de réduire le déséquilibre entre l'offre et la demande en incitant les producteurs de lait de vache à diminuer, sur la base du volontariat, leurs livraisons. L'aide européenne s'élève à 0,14 centime d'euro par kilogramme de lait non livré sur une période de trois mois, comparativement à la même période de l'année précédente, dans la limite d'une enveloppe globale européenne de 150 millions d'euros. En France, environ 24 % des producteurs de lait se sont engagés dans ce dispositif, pour un volume avoisinant les 198 000 tonnes.

Les prix français du beurre et de la poudre de lait écrémé sont en hausse depuis le mois de juin 2016



Note : les cotations françaises du beurre concernent les livraisons et non les contrats.
Source : Agreste - Enquête mensuelle laitière SSP/ FranceAgriMer

INTRANTS

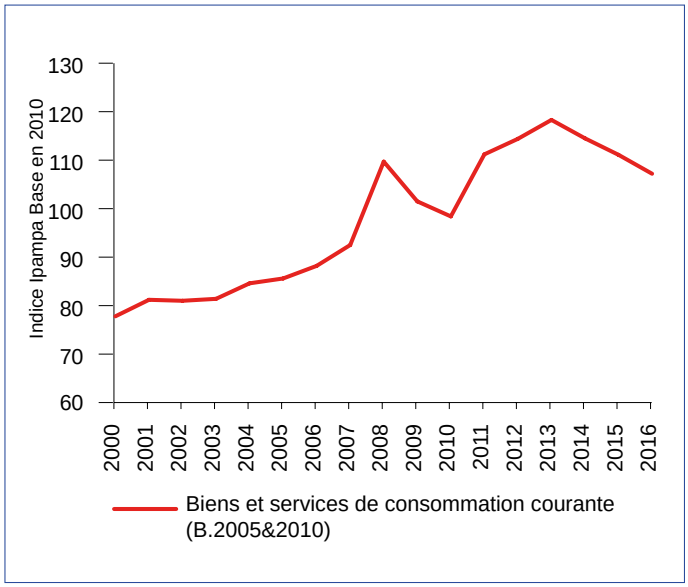
Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, le prix des intrants achetés par les exploitants agricoles, mesuré par l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole, a poursuivi son recul entamé en août 2013. Sur un an, le prix d'achat des intrants a baissé de 3,5 % par rapport à 2015, amplifiant le recul de l'année précédente (- 2,9 %), sous l'effet de la baisse des prix de la plupart des consommations intermédiaires, en particulier de l'énergie, des aliments pour animaux et des engrais.

Le repli sur un an des prix de l'énergie s'est atténué sous l'effet de la hausse des prix du pétrole entre février et juin 2016

En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2016, le prix de l'énergie, qui représente 13 % des intrants, mesuré par l'Ipampa (indice de prix des achats des moyens de production agricole) a continué de se replier sur un an, prolongeant la baisse débutée en 2013. Ce recul s'est toutefois atténué : - 10,6 % en moyenne par rapport aux neufs premiers mois de 2015, contre - 14,3 % entre 2014 et 2015, sous l'effet du léger redressement des prix au premier semestre 2016, dans le contexte de hausse des cours du pétrole.

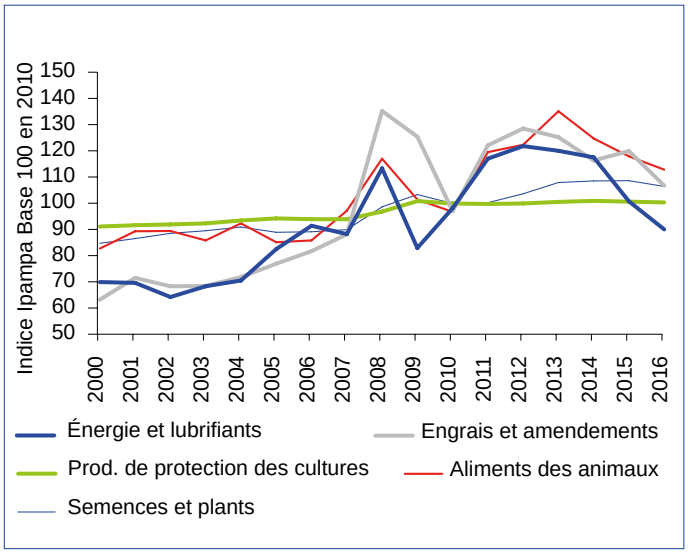
De janvier à septembre 2016, le recul des prix du pétrole de la mer du Nord (Brent) s'est poursuivi par rapport à 2015, mais à un rythme moins soutenu, en raison de la remontée des cours de l'or noir de février à juin 2016. Ce redressement des cours du pétrole s'explique par un rééquilibrage entre l'offre et la demande. D'un côté, l'offre a fléchi sous l'effet de la conjonction de plusieurs facteurs : baisse de la production américaine, incendies intervenus au Canada, état d'urgence au Venezuela, mouvements sociaux au Nigeria, instabilité en Libye et en Irak. De l'autre, la demande a progressé grâce au dynamisme des économies chinoise, indienne et américaine. En juillet 2016, les prix ont de nouveau reculé avant de se redresser légèrement en septembre. Sur la fin de l'année, les prix du pétrole pourraient continuer de progresser légèrement, compte tenu de la décision de l'Opep de réduire sa production : de 33,47 millions de barils par jour en août selon l'Agence internationale de l'énergie, elle s'établirait entre 32,5 et 33 millions de barils.

En 2016, la baisse des prix des moyens de production s'est amplifiée



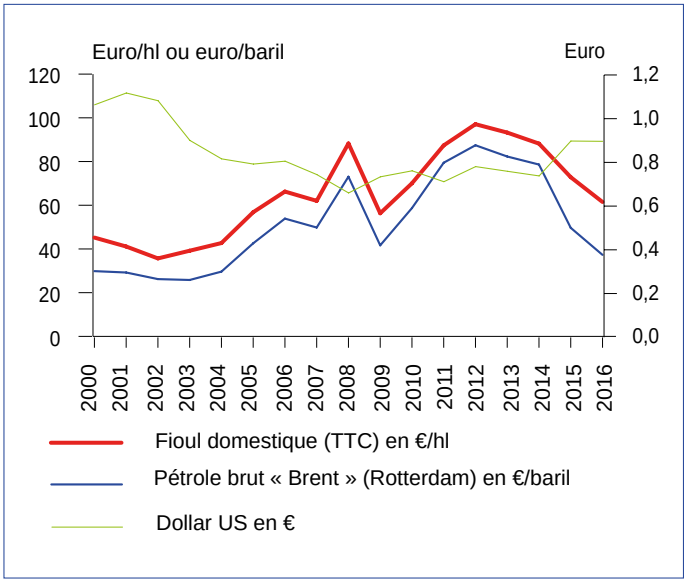
Sources : Insee, Agreste - Moyenne sur les neuf premiers mois de l'année

Sur les neufs premiers mois 2016, seuls les prix des produits de protection des cultures sont restés stables



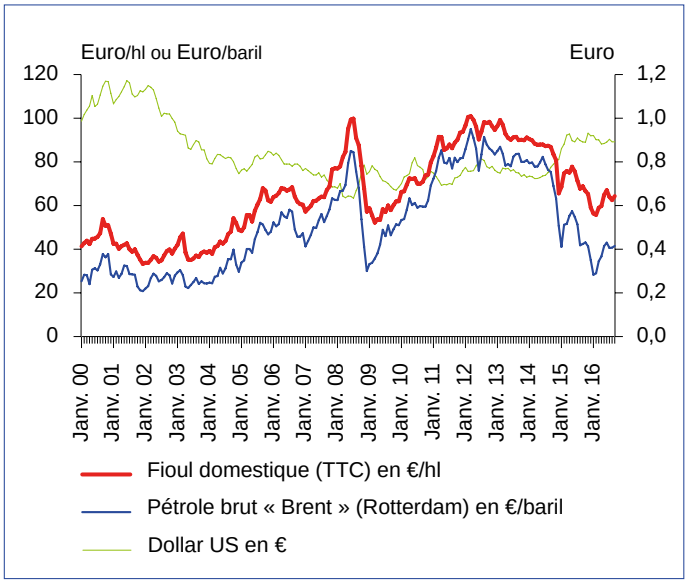
Sources : Insee, Agreste - Moyenne sur les neuf premiers mois de l'année

Sur les neufs premiers mois 2016, le recul des prix de l'énergie s'est atténué...



Source : Insee, ministère de l'industrie - moyenne sur les neuf premiers mois de l'année

... sous l'effet de l'augmentation des cours du pétrole entre février et juin 2016



Source : Insee, Ministère de l'Industrie

Le prix du fioul carburant, représentant la moitié du poste énergie, a suivi la même tendance. De janvier à septembre 2016, il a reculé de 15,6 % en moyenne par rapport à la même période 2015, soit un rythme un peu plus modéré qu'en 2015 (- 17,5 %) en raison du bref rebond des prix observé entre mars et juin 2016.

Les prix des semences ont reculé tandis que ceux des produits phytosanitaires sont demeurés stables

Quasiment stables depuis mai 2013, les prix des semences, représentant 7 % des intrants, ont commencé à diminuer en octobre 2015. Sur les neufs premiers mois de l'année 2016, cette baisse se poursuit de façon accélérée (- 2 % en moyenne par rapport à la même période 2015). À l'inverse, les prix des produits de production des cultures ont très peu varié, dans le sillage de la très grande stabilité observée depuis 2009.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, les éleveurs ont réduit leur consommation d'aliments industriels

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, la production globale d'aliments composés pour animaux d'élevage a enregistré une baisse de près de 5 % sur un an. Les trois principales catégories d'animaux ont été touchées : bovins (- 9 %), porcins (- 3,3 %) et volailles (- 4,4 %).

Concernant les bovins, la crise laitière a engendré une forte baisse de la production d'aliments pour vaches laitières (- 11,8 %), la diminution du cheptel laitier limitant les besoins en aliments. Par ailleurs, le prix peu élevé du lait ne permettant pas de compenser le coût de l'aliment a également pu conduire les éleveurs à se reporter, autant que possible, sur les aliments fabriqués à la ferme afin de limiter leurs pertes financières.

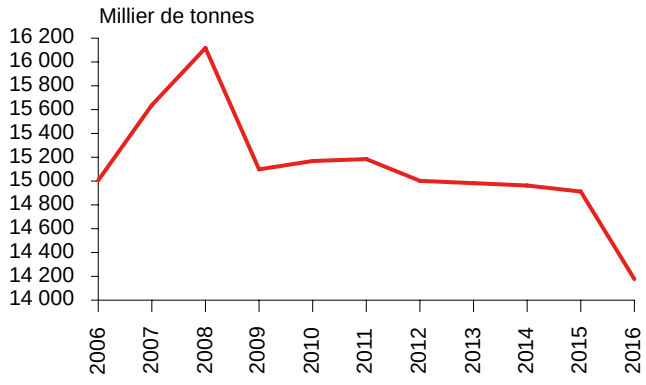
En cumul de janvier à septembre 2016, la production d'aliments composés a fléchi de 4,9 % sur un an

(millier de tonnes)

	Production d'aliments composés (millier de tonnes)			Ipampa (indice base 100 en 2010)		
	Cumul janvier-septembre			Moyenne mensuelle janvier-septembre		
	2015	2016	Évol. %	2015	2016	Évol. %
Bovins	3 544	3 224	- 9,0	122,6	117,0	- 4,6
Ovins Caprins	458	462	+ 0,9	117,9	114,1	- 3,2
Porcins	3 682	3 559	- 3,3	118,3	112,3	- 5,1
Volailles	6 385	6 102	- 4,4	113,3	110,9	- 2,1
Lapins	256	245	- 4,2	121,6	118,4	- 2,6
Allaitement	255	259	+ 1,3	109,8	101,6	- 7,5
Animaux de ferme	**14 912**	**14 177**	**- 4,9**	**118,2**	**113,0**	**- 4,5**

Note : La production d'aliments composés pour bovins inclut le mash
Sources : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA, Insee

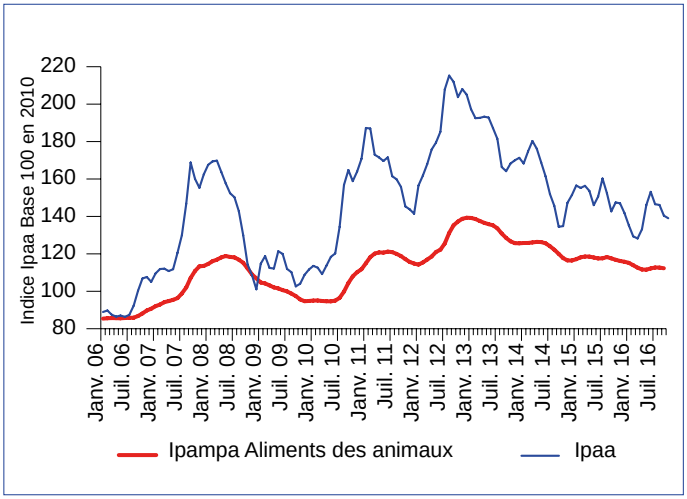
Forte baisse de la production d'aliments composés en 2016, après une période de quasi-stabilité depuis 2009



Note : cumul de janvier à septembre de la production d'aliments composés pour l'ensemble des animaux de ferme.

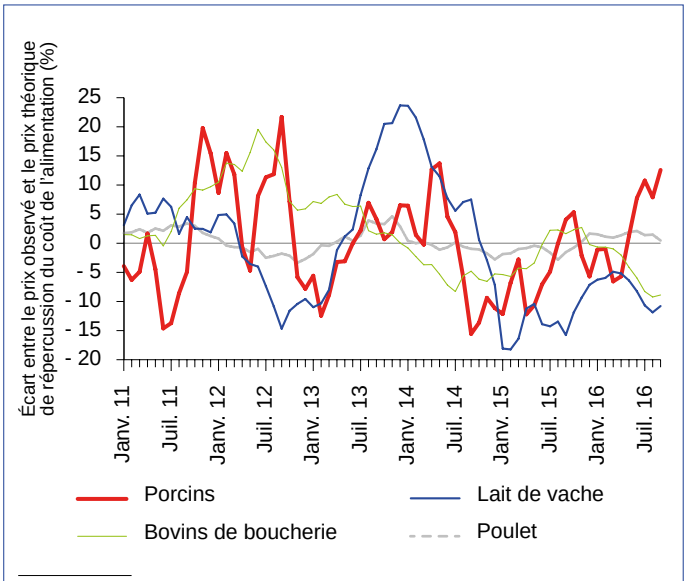
Sources : Agreste d'après Coop de France NA-SNIA, Insee

Les prix d'achat des aliments par les éleveurs répercutent les évolutions des cours des matières premières utilisées en alimentation animale, mais avec retard et dans des proportions moins fortes



Sources : Agreste et Insee - Ipampa, La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipaa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale).

Début 2016, les prix à la production du porc ont été inférieurs aux prix de répercussion du coût de l'alimentation animale mais la tendance s'est inversée en juin



Note de lecture : le prix théorique de répercussion du coût de l'alimentation animale est égal au prix qui, compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production animale en sortie d'élevage, compenserait la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente.

Sources : SSP, Insee

Le repli de la production d'aliments pour volailles provient, quant à lui, d'une part, de la baisse de l'aliment destiné aux poulets : - 2,6 % sur un an, en raison du recul de la production française, d'autre part, de la forte diminution des aliments pour les palmipèdes gras (- 20,8 %), à la suite du vide sanitaire consécutif à l'épisode d'influenza aviaire survenu en fin d'année 2015.

Le moindre recours aux aliments porcins s'explique en partie par une réduction du cheptel porcin. Par ailleurs, la chute des cours des céréales et des tourteaux de soja a favorisé l'utilisation des aliments directement fabriqués à la ferme en guise d'aliments complets, faisant ainsi baisser la production d'aliments complémentaires.

Sur le dernier trimestre 2016, la production d'aliments composés pourrait légèrement remonter, de manière à compenser la mauvaise récolte fourragère, relançant, ainsi, la demande pour les aliments destinés aux bovins. De même, les mesures de réduction de la production laitière reconduites pour cette fin d'année, constitueraient un facteur supplémentaire de soutien de la demande et donc de la production d'aliments composés.

En 2016, le repli des prix des aliments achetés pour les animaux d'élevage s'est poursuivi

En 2016, les cours des matières premières agricoles (blé, tourteau de soja, tourteau de colza, ...) ont poursuivi leur repli, atteignant des niveaux relativement bas et impactant les prix d'achat des matières premières utilisées en alimentation animale. En moyenne de janvier à septembre 2016, ils ont été inférieurs de 4 % aux prix de 2015 et de 9 % à la moyenne des cinq dernières années. En conséquence, depuis le début de l'année 2016, le coût de l'alimentation animale (27 % des intrants), mesuré par l'Ipampa, est orienté à la baisse, se situant sur les neuf premiers mois en deçà des prix 2015 (- 2,5 %).

La baisse du coût de l'alimentation animale bénéficie plutôt aux exploitations hors sol (porcins et volailles) pour lesquelles il représente environ 60 % de la valeur du produit brut des exploitations. S'agissant de la filière avicole, sa forte intégration favorise le parallélisme entre les prix à la production et les coûts d'élevage contractualisés par les intégrateurs. Sur les quatre premiers mois de l'année 2016, les prix à la production porcine ont été inférieurs au prix permettant de compenser en totalité l'évolution du coût de l'alimentation animale, puis la tendance s'est inversée, à la suite d'une hausse des prix du porc conjuguée à une baisse du coût de l'aliment. L'écart entre le prix effectif à la production et le prix théorique de répercussion du coût de l'alimentation animale devrait rester positif sur la fin de l'année si le coût des matières premières se maintient à un niveau peu élevé.

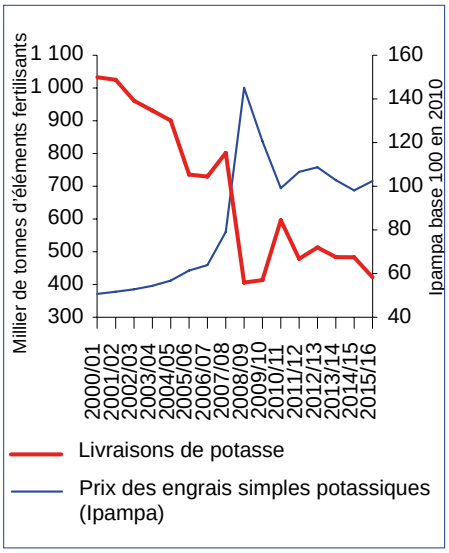
Lors de la campagne 2015/2016, les livraisons d'engrais ont reculé sous l'effet de la baisse des cours des céréales et de la hausse des prix des phosphates et des potasses

Lors de la campagne 2015-2016, (de juillet à juin), les livraisons d'engrais azotés se sont très légèrement contractées par rapport à la campagne précédente (- 0,3 %). Cette diminution intervient alors même que les prix d'achat se sont fortement repliés : - 7,7 % en moyenne entre les campagnes 2014-2015 et 2015-2016. Cette faible élasticité-prix provient du fait que l'azote constitue un élément essentiel pour la production. Il est donc très fortement lié aux quantités produites et moins sensible que les autres engrais aux variations conjoncturelles des prix. Ainsi, alors que sur la campagne 2015-16 les prix d'achat ont reculé de 9,7 % par rapport à la moyenne sur les cinq dernières campagnes, les livraisons n'ont progressé que de 1,4 %.

Dans un contexte de baisse des prix des grandes cultures et de hausse des prix d'achat des phosphates et potasses (respectivement + 7,1 % et + 4,5 %), les livraisons de potasse ont nettement baissé (- 12,6 %) tandis que celles de phosphates on reculé plus modérément (- 0,9 %). Les achats de ces engrais sont plus sensibles à la volatilité du rapport « prix agricoles/coût des engrais » que les engrais azotés. Par rapport à la moyenne sur les cinq dernières campagnes, la baisse des livraisons est plus prononcée : - 7,2 % pour les phosphates et - 17,4 % pour les potasses. Sur les trois premiers mois de la campagne 2016-2017, les livraisons de phosphate ont augmenté de 12 % par rapport à la campagne précédente tandis que celles de potasse se sont contractées de 24 %.

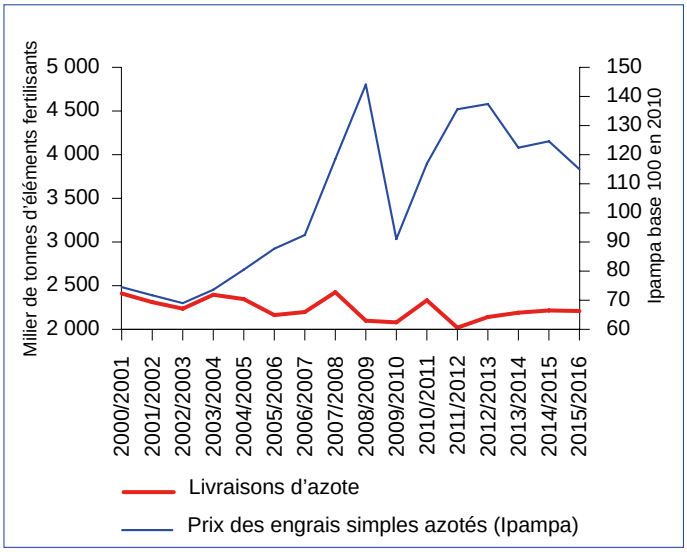
L'augmentation des prix des engrais phosphatés et potassiques contraste avec les évolutions observées sur les deux campagnes précédentes (diminution pour la potasse, baisse puis stabilisation pour les phosphates). Sur les trois premiers mois de la campagne 2016-2017, les prix ont poursuivi leur hausse : en août 2016, les prix des engrais phosphatés et potassiques ont dépassé de respectivement 17 et 13,4 % ceux d'août 2015.

Baisse sensible des livraisons de potasse sur la campagne 2015/2016 par rapport à la campagne précédente, en lien avec la progression des prix



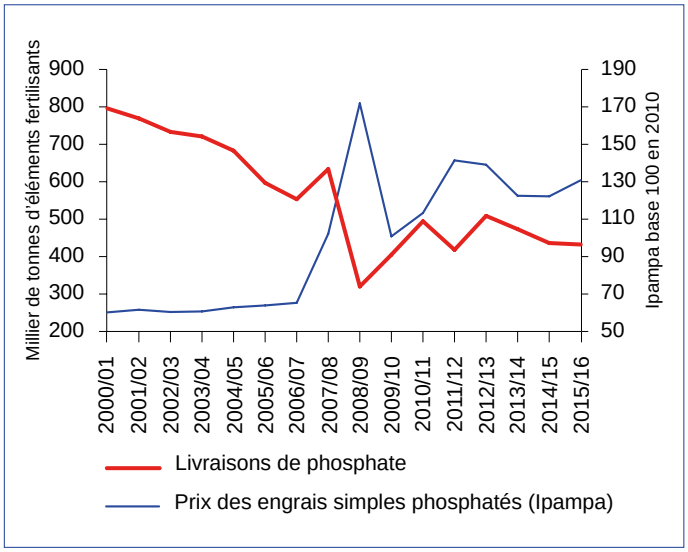
Sources : Unifa, Insee et Agreste

Sur la campagne 2015/2016, quasi-stabilité des livraisons d'azote par rapport à la campagne précédente, malgré le fort repli des prix



Sources : Unifa, Insee et Agreste

Sur la campagne 2015/2016, léger repli des livraisons de phosphate par rapport à la campagne 2014/2015 dans un contexte de forte hausse des prix



Sources : Unifa, Insee et Agreste

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

En 2016, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) devrait reculer sur un an dans un contexte économique atone. La consommation de produits agroalimentaires par les ménages a pourtant globalement progressé, conduisant à une hausse des importations. Avec le repli des exportations, l'excédent commercial s'est réduit. Les prix à la production devraient également reculer pour la 3e année consécutive. Le chiffre d'affaires du secteur des entreprises agroalimentaires resterait stable.

Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

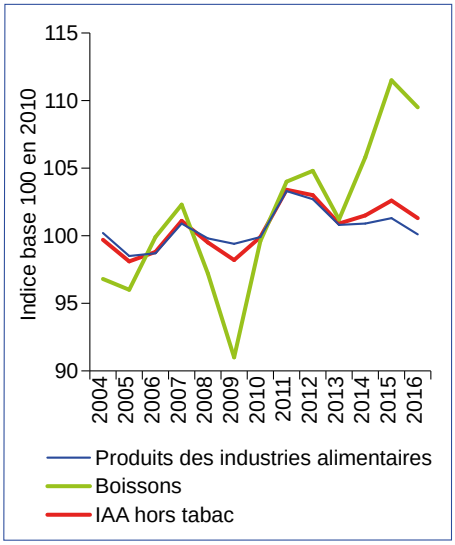
Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév.2, 2008 de l'INSEE). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons.

Sur la base des huit premiers mois, la production des IAA devrait reculer en 2016

Sur les huit premiers mois de l'année 2016, la production des IAA a diminué de 0,7 % sur un an malgré trois jours ouvrables supplémentaires. Corrigée des jours ouvrables (CVS-CJO), la baisse est plus nette (- 1,3 %). Ce repli survient après deux années successives en hausse et résulte essentiellement de la diminution conjointe sur un an des fabrications de produits alimentaires et de boissons au 2e trimestre 2016. Cette dernière a en effet plus que compensé la hausse de la production de produits alimentaires observée sur un an au 1er trimestre.

Les facteurs à l'origine de la baisse de la production sur les huit premiers mois 2016 sont multiples : crise dans les secteurs laitier et de l'élevage, météo défavorable à la consommation de boissons rafraîchissantes ainsi qu'à la production et à la qualité de certains légumes, contexte économique morose et baisse notable de la fréquentation des cafés-restaurants en lien avec les attentats ayant affecté la France.

Sur les huit premiers mois de 2016, la production des IAA a reculé sur un an

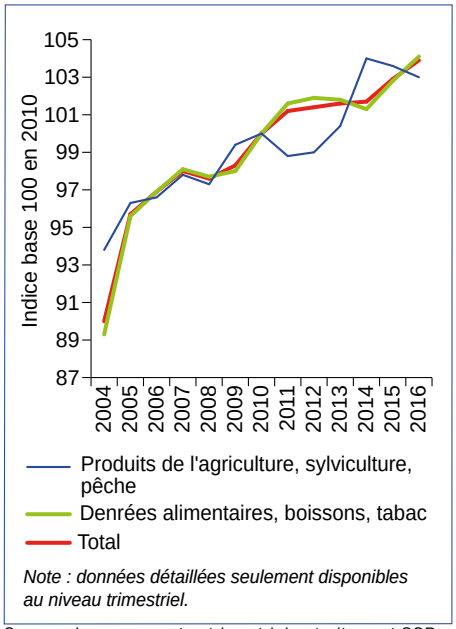


Source : Insee - indice de production industrielle (IPI) CVS-CJO. Moyenne sur les huit premiers mois

La croissance de la consommation des ménages en produits alimentaires s'est poursuivie en 2016

Sur les huit premiers mois de l'année 2016, la consommation des ménages en produits agroalimentaires a progressé, en moyenne, de 0,9 % en volume sur un an, marquant légèrement le pas par rapport à l'année précédente (+ 1,3 %). La consommation a été uniquement tirée par l'accroissement des volumes de produits

Sur les neuf premiers mois de 2016, la consommation des ménages en produits agroalimentaires a augmenté sur un an



Source : Insee - comptes trimestriels - traitement SSP - Indice CVS-CJO base 100 en 2010. Moyenne sur les trois premiers trimestres

transformés (denrées alimentaires, boissons, tabac) consommés par les ménages, la consommation de produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) ayant reculé sur la période pour la deuxième année consécutive.

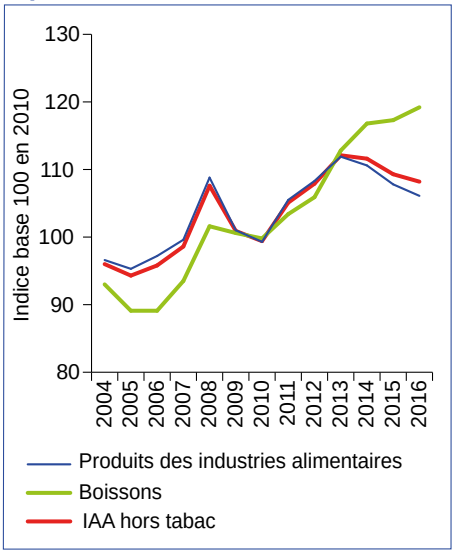
Sur les huit premiers mois de l'année 2016, l'excédent commercial s'est dégradé

En lien avec la baisse de la production et la croissance de la consommation, l'excédent commercial des IAA s'est dégradé en valeur de près de 9 % sur un an sur les huit premiers mois de l'année 2016, rompant ainsi avec la hausse observée en 2015. Cette diminution du solde commercial est uniquement liée à l'accroissement du déficit des produits alimentaires (+ 18 % sur les huit premiers mois 2016) pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de la hausse des importations et du repli des exportations. L'excédent des boissons est, quant à lui, resté stable sur les huit premiers mois (+ 0,1 %), alors qu'il avait progressé de 5,4 % en 2015 sur la même période.

Les prix à la production ont poursuivi leur repli sur les huit premiers mois de l'année 2016

Sous l'effet de la baisse des prix à la production des produits alimentaires (-1,6 %), les prix à la production des IAA ont reculé de 1 % sur un an sur les huit premiers mois de l'année 2016. Cette diminution confirme la tendance baissière observée depuis 2014 après trois années consécutives de hausse. Elle s'explique principalement par le recul des prix à la production des produits laitiers et des aliments pour animaux dans un contexte de crise laitière et plus largement de l'élevage. À l'inverse, les prix des boissons ont poursuivi leur progression entamée en 2011 (+ 1,7 % en moyenne sur un an sur les huit premiers mois 2016), à un rythme plus élevé qu'en 2015 mais plus faible qu'entre 2011 et 2014.

Sur les huit premiers mois de 2016, les prix à la production des boissons ont progressé sur un an tandis que ceux des produits alimentaires se sont à nouveau repliés

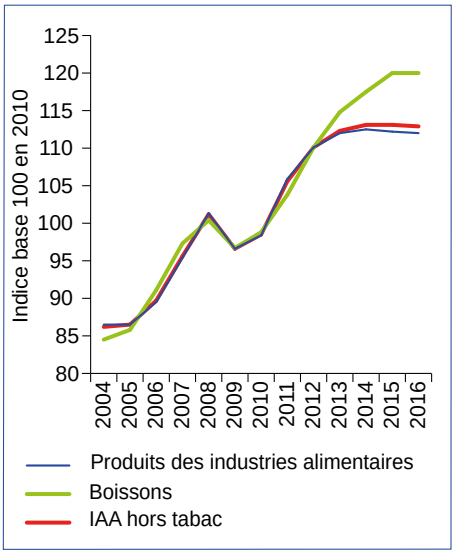


Source : Insee - indice des prix à la production (IPP). Moyenne sur les huit premiers mois

Le chiffre d'affaires est resté stable sur un an de janvier à août 2016, une fois corrigé des jours ouvrables

Malgré le repli de la production et des prix, le chiffre d'affaires du secteur des industries agroalimentaires a progressé sur les huit premiers mois de l'année 2016 (+ 0,8 % en moyenne sur un an en brut), renouant ainsi avec la croissance observée entre 2010 et 2014 après la stabilité enregistrée en 2015. Le chiffre d'affaires a été tiré par les produits alimentaires et les boissons (resp. + 0,7 % et + 1,2 % sur un an). En revanche, corrigé des jours ouvrables, le chiffre d'affaires des industries agroalimentaires est resté stable pour la deuxième année consécutive, aussi bien pour les produits alimentaires que les boissons.

Sur les huit premiers mois de 2016, le chiffre d'affaires CVS-CJO des IAA est resté stable sur un an



Source : Insee - indice de chiffre d'affaires (ICA) CVS-CJO. Moyenne sur les huit premiers mois

L'emploi dans les IAA a légèrement augmenté sur un an au 1er semestre 2016

Après s'être stabilisé entre les 1ers semestres 2014 et 2015, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) a progressé de 0,5 % sur un an au 1er semestre 2016 d'après les comptes trimestriels de l'INSEE. En moyenne, les IAA ont employé 551 700 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 2 600 salariés de plus qu'au 1er semestre 2015. Cette évolution contraste avec celle de l'emploi dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. L'emploi y a diminué de 1,1 % sur un an en moyenne sur les six premiers mois de l'année 2016, soit l'équivalent de 31 600 salariés.

COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En cumul sur les neuf premiers mois de 2016, l'excédent agroalimentaire français s'est fortement dégradé. Il s'établit à 4,8 milliards d'euros, en recul de 30 % sur un an. L'excédent des produits bruts a régressé de 59 % par rapport à 2015, en lien notamment avec la baisse des exportations de céréales. Pour les produits transformés, le recul est de moindre ampleur, d'environ 15 % sur un an, les exportations de boissons alcoolisées (hors vin) ayant limité la baisse.

Sur les neuf premiers mois de 2016, le déficit global des échanges extérieurs de la France s'est élevé à près de 48,4 milliards d'euros, soit une augmentation de 1,5 milliard d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2015. Si la baisse des cours du pétrole a entraîné un allégement de 7,1 milliards d'euros de la facture énergétique, la diminution des excédents concernant les points forts des exportations françaises a pénalisé la balance commerciale : - 5,4 milliards d'euros pour le matériel de transport, - 0,6 milliard d'euros pour les produits chimiques, parfums et cosmétiques, - 0,3 milliard d'euros pour les produits pharmaceutiques et - 2 milliards d'euros pour les produits agricoles et agroalimentaires.

Sur les neuf premiers mois de 2016, l'excédent des échanges agroalimentaires français a reculé de plus de 2 milliards d'euros

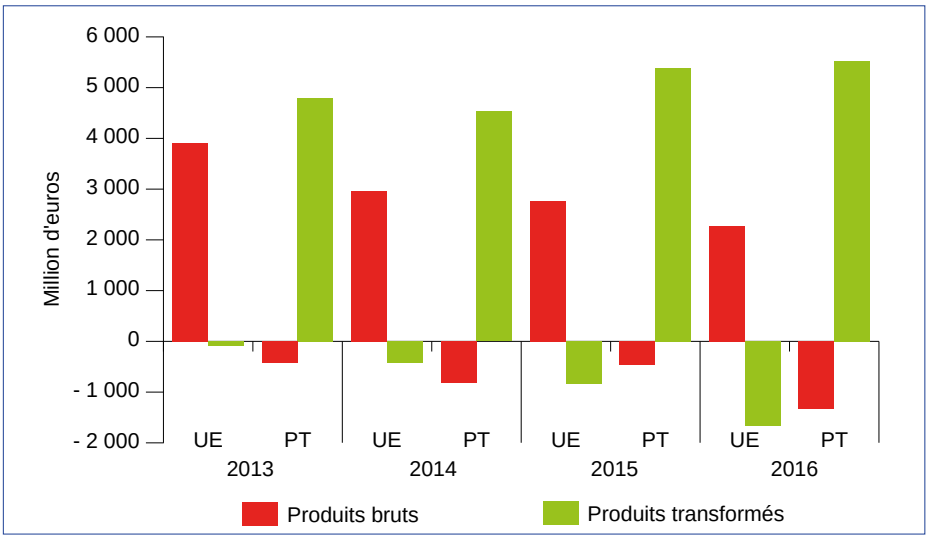
Au 1er octobre 2016, l'excédent agroalimentaire cumulé depuis le début de l'année s'est élevé à 4,8 milliards d'euros, contre 6,9 milliards d'euros en 2015. Ce recul a surtout concerné les échanges de produits bruts, dont l'excédent (0,95 milliard d'euros) a diminué de 59 % sur les neuf premiers mois de l'année et, à un degré moindre, les produits transformés avec un excédent de 3,9 milliards d'euros, en baisse de 15 % par rapport à 2015.

Le solde des échanges de produits bruts s'est dégradé aussi bien avec l'UE, dont l'excédent s'est réduit de 18 % à 2,3 milliards d'euros, qu'avec les pays tiers, dont le déficit a triplé, pour dépasser 1,3 milliard d'euros. L'excédent des échanges en produits transformés a, pour sa part, progressé avec les pays tiers (+ 3 %, à plus de 5,5 milliards d'euros) mais a été insuffisant pour contrebalancer le doublement du déficit des échanges avec l'UE qui s'établit à - 1,7 milliard d'euros.

Céréales : un recul de 43 % des exportations

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, la valeur des exportations de céréales, qui représentent 43 % des exportations de produits bruts, a fortement diminué (- 17 % sur un an). Si les volumes exportés de blé tendre ont été plus importants (notamment en raison de l'importance des débouchés algériens et marocains), ils ont été moins bien valorisés en raison de la diminution des prix. L'abondance de la récolte 2015, d'une part, et les tendances baissières du marché mondial suite aux prévisions de récolte 2016,

En cumul sur les neuf premiers mois de 2016, le solde des échanges de produits bruts avec les pays tiers s'est nettement détérioré



Source : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations françaises de céréales ont fortement contribué à la baisse de l'excédent des échanges de produits bruts

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016
PRODUITS BRUTS	**9 673**	**10 217**	**11 982**	**11 163**	**2 309**	**946**
Agriculture et élevage	**8 458**	**8 858**	**11 251**	**10 439**	**2 793**	**1 581**
Céréales, légumes, oléagineux	1 251	1 389	6 634	5 762	5 384	4 374
Céréales n. c. riz	*336*	*329*	*5 747*	*4 762*	*5 411*	*4 433*
Oléoprotéagineux	*910*	*1 056*	*882*	*997*	*- 28*	*- 60*
Légumes, fleurs, plantes	2 333	2 438	1 617	1 765	- 715	- 673
Légumes	*1 908*	*2 033*	*1 380*	*1 547*	*-528*	*- 486*
Prod. cultures permanentes	4 442	4 633	1 331	1 326	- 3 111	- 3 308
Fruits	*2 799*	*3 016*	*1 076*	*1 068*	*- 1 724*	*- 1 948*
Café, cacao, thé	*761*	*703*	*26*	*18*	*-735*	*- 686*
Animaux vifs, œufs, miel	432	398	1 668	1 586	1 236	1 188
Bovins	*36*	*26*	*1 029*	*1 018*	*993*	*993*
Produits sylvicoles	**191**	**187**	**325**	**302**	**134**	**115**
Pêche et aquaculture	**1 024**	**1 172**	**406**	**422**	**- 619**	**- 751**

Source : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations françaises ont augmenté pour les boissons alcoolisées (hors vin) et ont reculé pour les produits laitiers

Unité : million d'euros

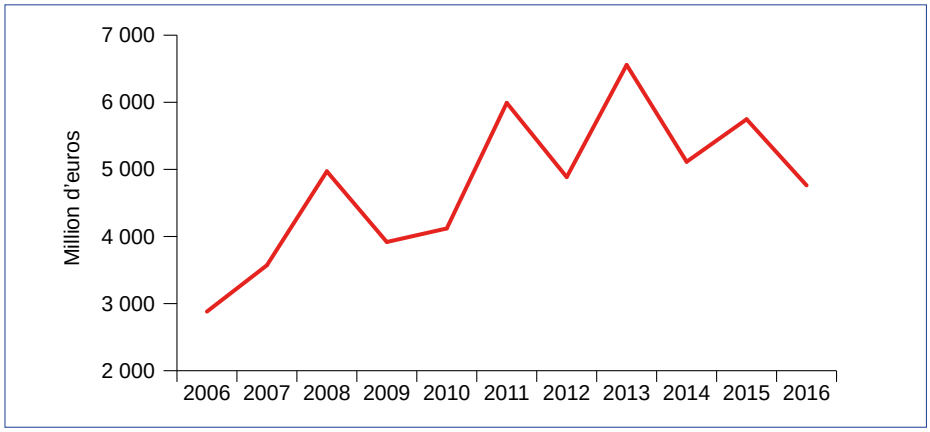
Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016
IAA, TABACS	**28 037**	**28 582**	**32 583**	**32 446**	**4 546**	**3 864**
Viandes, prod. de l'abattage	4 163	3 887	3 270	3 137	-893	-750
Viande bovine	*971*	*882*	*669*	*664*	*-301*	*-219*
Viande porcine	*628*	*488*	*552*	*590*	*-76*	*102*
Volaille	*747*	*778*	*709*	*573*	*-38*	*-205*
Prod. préparés de la pêche	2 749	2 837	601	613	-2 148	-2 224
Prod. à base de fruits & lég.	3 327	3 557	1 467	1 457	-1 861	-2 100
Huiles, tourteaux, corps gras	2 689	2 551	853	922	-1 837	-1 630
Tourteaux	*1 278*	*1 050*	*114*	*101*	*-1 164*	*-948*
Produits laitiers, glaces	2 455	2 374	4 904	4 618	2 449	2 243
Fromages	*1 022*	*1 028*	*2 178*	*2 137*	*1 156*	*1 110*
Produits des céréales	1 190	1 254	1 992	1 989	802	735
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 588	1 654	1 226	1 379	-362	-275
Autres produits alimentaires	5 548	5 872	5 862	5 946	314	74
Sucre	*196*	*200*	*825*	*762*	*629*	*562*
Chocolat, confiserie	*1 965*	*2 157*	*1 568*	*1 598*	*-398*	*-559*
Aliments pour animaux	691	727	1 686	1 548	996	821
Boissons	2 347	2 524	10 538	10 646	8 191	8 122
Vins, champagne	*474*	*548*	*5 804*	*5 770*	*5 329*	*5 221*
Eaux de vie, alcools	*797*	*837*	*2 920*	*3 043*	*2 123*	*2 207*
Tabacs	1 290	1 345	185	193	-1 105	-1 152

Source : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

d'autre part, ont largement pesé sur les cours. Toutefois, la spécificité de l'offre de blé tendre français en 2016 (chute de la production, impact météorologique sur la qualité, disponible moindre à l'exportation) a atténué cette pression baissière. En cumul sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations de blé tendre ont diminué de 12 % en valeur par rapport aux neuf premiers mois de 2015, soit une baisse de 322 millions d'euros.

Les exportations d'orges et de maïs ont reculé, pour leur part, de respectivement 335 et 236 millions d'euros, soit - 29 et - 16 % sur un an. En orge, la France a été confrontée à la diminution des quantités vendues à la Chine, principal débouché des orges fourragères et brassicoles en 2015. De son côté, pénalisé par son prix et la faiblesse de ses disponibilités, le maïs français a été moins utilisé en alimentation animale et les quantités vendues ont régressé vers l'UE et plus particulièrement vers les pays du Nord de l'Europe.

Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations de céréales ont baissé en valeur sur un an



Sources : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

Filière oléagineuse : déficit en baisse à - 1,7 milliard d'euros sur les neuf premiers mois de 2016

Par rapport aux neuf premiers mois de 2015, le déficit de la filière oléagineuse (graines, huiles et tourteaux) s'est réduit de 176 millions d'euros, principalement grâce aux tourteaux dont les importations ont diminué de 228 millions d'euros (- 11 % sur un an). Hors tourteaux, les exportations d'huiles et de corps gras ont augmenté de 82 millions d'euros mais la hausse a été plus que compensée par les importations (+ 90 millions d'euros sur un an). Pour les seuls échanges de graines oléagineuses, le déficit s'est creusé de 32 millions d'euros, les importations ayant plus progressé que les exportations (respectivement + 146 et + 114 millions d'euros).

Sucre : recul de l'excédent des échanges à 0,6 milliard d'euros

Au 1er octobre 2016, les exportations de sucre ont diminué de 63 millions d'euros sur un an (- 8 % en valeur) en lien avec des prix assez bas sur le marché européen depuis 2015. Dans le même temps, les importations ont légèrement augmenté (+ 4 millions d'euros).

Sur les neuf premiers mois de 2016, le déficit commercial des légumes (- 0,5 milliard d'euros) s'est réduit…

Sur les neuf premiers mois de 2016, le déficit commercial des légumes s'est réduit de 43 millions d'euros (- 8 % en valeur), la hausse des exportations sur un an (+ 12 %, soit + 167 millions d'euros) ayant plus que compensé la croissance des importations (+ 7 %, soit + 124 millions d'euros).

Comme pour la campagne 2015-2016 marquée par une forte hausse des prix à la suite d'une baisse de la production, le début de campagne 2016-2017 de la pomme de terre se signale, lui aussi, par des cours élevés. Dans ce contexte, l'excédent commercial des pommes de terre s'est amélioré sur les neuf premiers mois de 2016 par rapport à la même période en 2015. Les exportations ont été très dynamiques sur un an (+ 45 %, soit + 116 millions d'euros) alors que les quantités vendues baissaient. Sur la même période, les importations ont augmenté, pour leur part, de 41 % en valeur (+ 26 millions d'euros) parallèlement à des volumes achetés également en hausse.

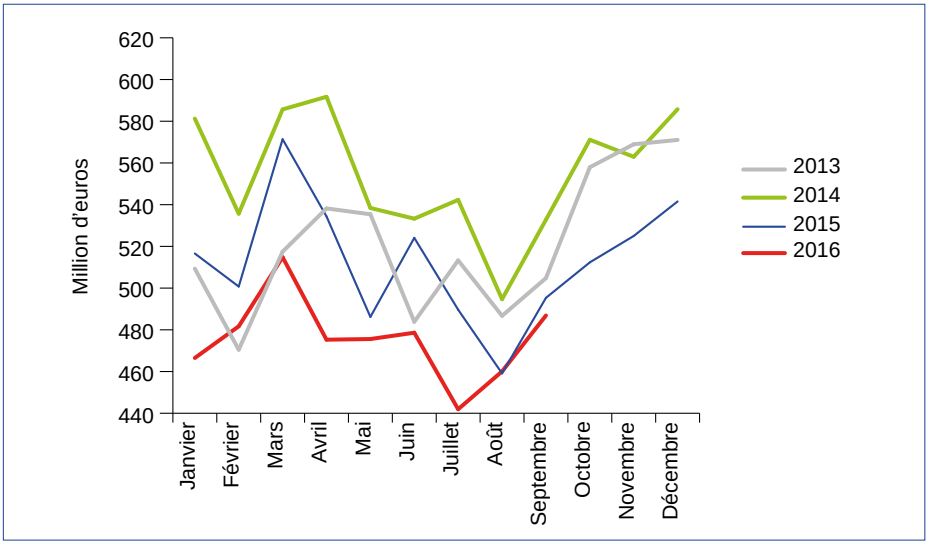
… contrairement à celui des fruits (- 1,9 milliard d'euros)

En valeur, le déficit commercial des fruits s'est creusé de 224 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 par rapport à 2015 (+ 13 %). L'augmentation des importations de 8 % (+ 216 millions d'euros) s'est conjuguée à une légère baisse des exportations de 1 % (- 8 millions d'euros).

Produits laitiers : le contexte toujours difficile a pesé sur l'excédent (2,1 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de 2016)

Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations de produits laitiers ont diminué de 296 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois

Sur les neuf premiers mois de 2016, diminution des exportations de produits laitiers en valeur



Sources : DGDDI (Douanes) - traitement Agreste

de 2015 (- 6 %). Cette tendance initiée en 2015 s'explique par le contexte baissier des prix du lait et des produits industriels. Sur un an, les ventes ont reculé, en particulier vers l'UE (- 19 %, soit une diminution de 667 millions d'euros). En revanche, vers la Chine, premier importateur de poudre de lait, les exportations ont progressé de 51 millions d'euros (+ 36 % sur un an). Parallèlement à la contraction des exportations, les importations de produits laitiers ont régressé mais de seulement 74 millions d'euros (- 3 % sur un an), détériorant l'excédent commercial de 221 millions d'euros.

Filière animale : moins d'importations de viande en 2016 et un excédent (0,4 milliard d'euros) qui s'améliore

Sur les neuf premiers mois de 2016, l'excédent des échanges de la filière animale (0,4 milliard d'euros) a progressé de 95 millions d'euros par rapport à 2015 (+ 28 %). L'excédent des échanges d'animaux vivants a diminué de 48 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la baisse de 19 % des exportations de volailles sur un an (soit - 60 millions d'euros). Les exportations de bovins vivants ont aussi reculé en valeur mais de seulement 1 % sur un an. L'augmentation des ventes vers l'Italie, principal débouché pour les bovins français (+ 6 % soit 42 millions d'euros), a été contrebalancée par une moindre demande en provenance des pays tiers, principalement de Turquie (- 93 % sur un an en valeur, soit une baisse de 77 millions d'euros). Cependant, ce recul des ventes de bovins a été intégralement compensé par la contraction des importations.

Sur les neuf premiers mois de 2016, le déficit des échanges de produits animaux (viandes, préparations et sous-produits issus de l'abattage : abats, peaux…) s'est réduit de 143 millions d'euros sur un an. Il a régressé pour les viandes bovines et porcines avec des déséquilibres respectivement en baisse de 82 et 178 millions d'euros mais s'est creusé pour les viandes de volaille avec 167 millions d'euros supplémentaires de déficit. Concernant la viande bovine, la baisse des exportations de 5 millions d'euros (- 1 %) a été plus que compensée par le recul des importations de 88 millions d'euros (- 9 %) dans un contexte où la consommation apparente française de viande bovine diminuait.

S'agissant des viandes blanches, les expéditions de viandes de porc se sont accrues (+ 38 millions d'euros en valeur), grâce à la demande asiatique, tandis que les importations se contractaient (- 140 millions d'euros) du fait de besoins largement couverts par les abattoirs français. À l'inverse, les exportations de viandes de volaille ont reculé (- 136 millions d'euros) du fait du repli des ventes de celles de poulet vers les pays tiers. Parallèlement, les importations ont progressé (+ 31 millions d'euros).

Vins et alcools : le recul de l'excédent en vins a été compensé par l'augmentation de celui des alcools spiritueux

Sur les neuf premiers mois de 2016, les exportations de vins et champagne ont régressé de 1 % en valeur (- 34 millions d'euros) par rapport aux neuf premiers mois de 2015. Vers le Royaume-Uni et l'Allemagne, débouchés les plus importants des vins et de champagne français au sein de l'UE, les ventes ont reculé en valeur de 8 et 6 % respectivement (soit - 62 et - 29 millions d'euros). À destination des pays tiers, les exportations ont continué de progresser, notamment vers les États-Unis et la Chine, avec respectivement + 4 et + 8 % (soit + 37 et + 31 millions d'euros). La hausse des importations (+ 16 % sur un an, soit + 74 millions d'euros) s'est ajoutée au repli des exportations et l'excédent commercial s'est réduit.

Les exportations d'alcools spiritueux (cognac, rhum, etc.) ont augmenté de 4 % en valeur (+ 123 millions d'euros par rapport à 2015), tirées par les ventes à destination des États-Unis (+ 16 % en valeur soit + 155 millions d'euros sur un an). Parallèlement, les importations n'ont progressé que de 40 millions d'euros (+ 5 %), contribuant à la croissance de l'excédent des échanges d'eaux-de-vie et alcools.

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1er avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipaa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées

Pour en savoir plus

■ **Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr**

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture.*

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne.*

■ **Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr**

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

■ **Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP Beauvais
Dépot légal : À parution
© Agreste 2016

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Numéro 5 - décembre 2016

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 7,00 €